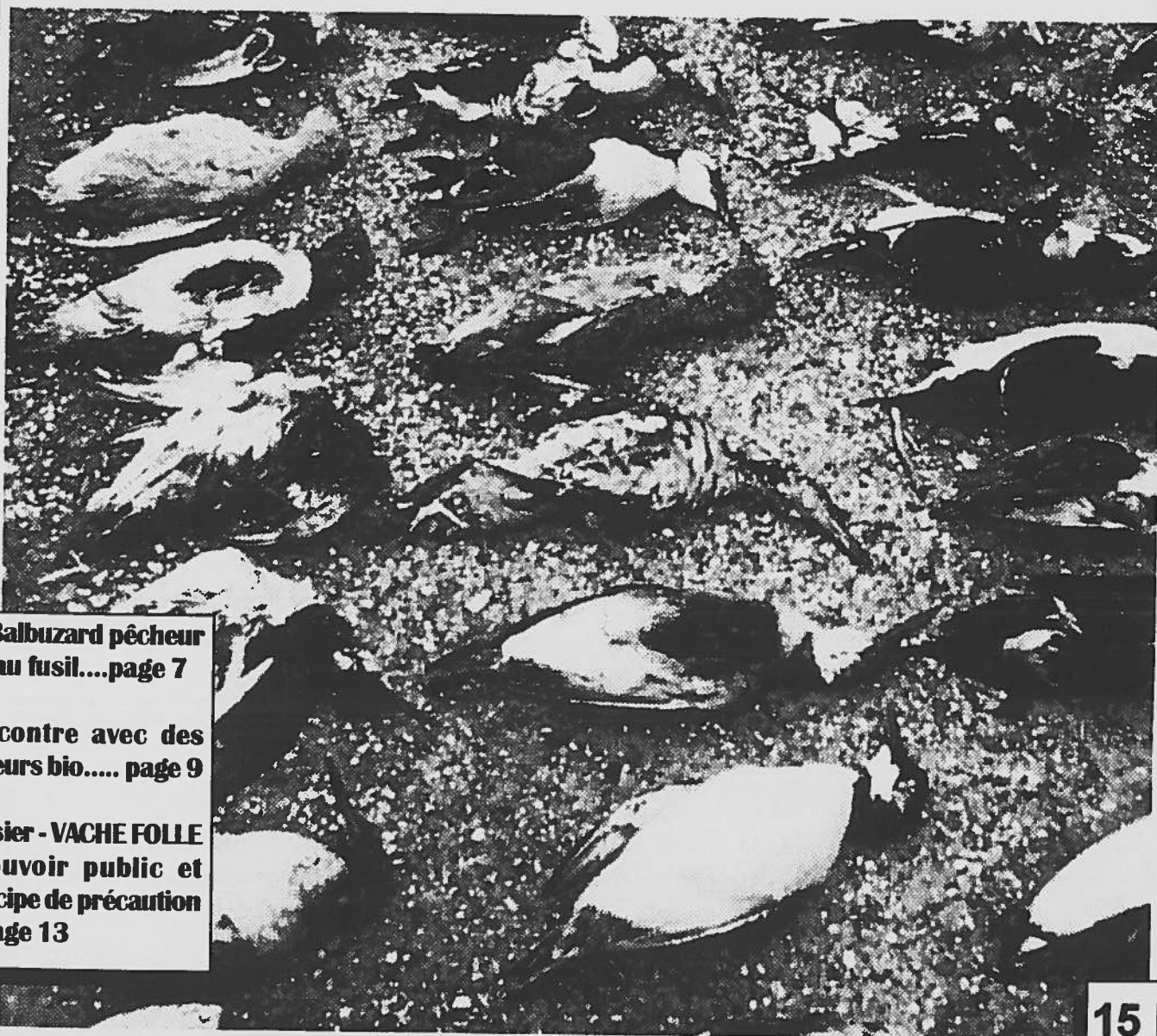


n° 89

Picardie Nature

**QUOI DE NEUF DU CÔTÉ DU TRANSPORT
MARITIME DES PRODUITS PÉTROLIERS..**



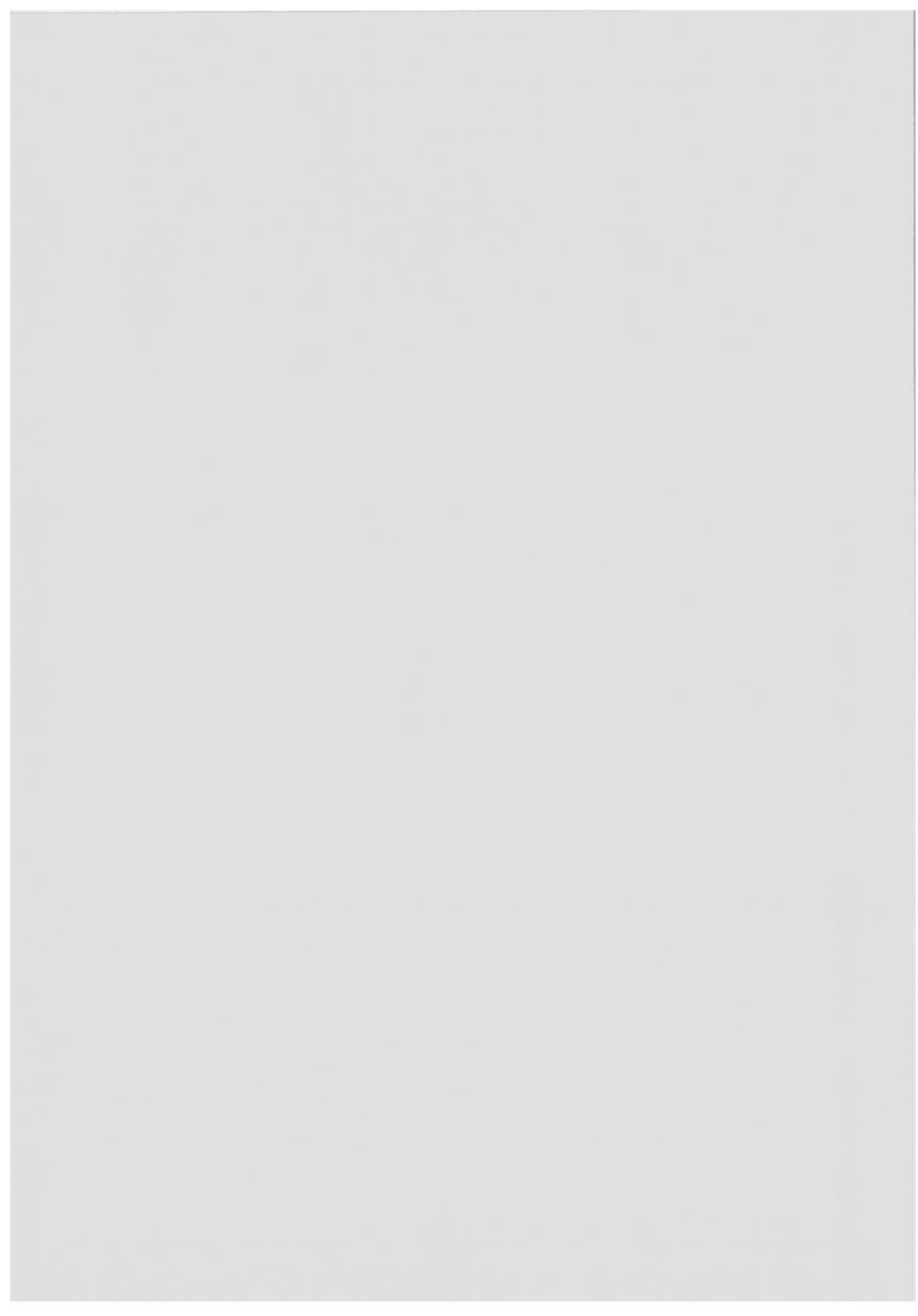
**Un Balbuzard pêcheur
tué au fusil....page 7**

**Rencontre avec des
éleveurs bio..... page 9**

**Dossier - VACHE FOLLE
: pouvoir public et
principe de précaution
....page 13**

15 F

Revue trimestrielle de l'association PICARDIE NATURE



Sommaire

Editorial.....	3
Réponses aux jeux.....	26
Adhésion et abonnement.....	19
Petites annonces.....	23
La charte «Nature et citoyenneté».....	24

VIE DE VOTRE ASSOCIATION

Les échos du C.A.....	4
En bonne justice.....	4
Journées mycologiques de Senlis.....	5
Et une coche, une.....	5
Récupération d'un phoque en baie de Canche.....	6
Nouvelle du centre de soins.....	7
Tribune libre.....	8

EN PICARDIE

Les élevages de porcs sans caillebotis.....	9
Revue de presse-environnement.....	10
Mes hirondelles sont revenues.....	11
Tous les goûts sont dans la nature.....	11
Les hérissons sont de drôles d'oiseaux.....	12
Protéger la nature chez soi et y interdire la chasse.....	12

ARTICLES GÉNÉRAUX

Dossier vache folle : pouvoirs publics et principe de précaution.....	13
L'abeille charpentière.....	18

INFORMATIONS

ERIKA...après.....	21
Agriculture dite « raisonnée ».....	21
A bécédaire.....	22
Gypaète barbu abattu.....	23
Guide de détermination.....	23

Editorial

QUOI DE NEUF DU CÔTÉ DU TRANSPORT MARITIME DES PRODUITS PÉTROLIERS

L'échouage du Torrey Canyon en 1969 a montré à l'opinion publique que les tankers pouvaient souiller les mers, les plages et des centaines d'oiseaux marins.

La catastrophe de l'Amoco Cadiz, par son ampleur en tonnage (300 000 t) et la surface des nappes dérivantes a laissé le temps aux autorités d'essayer diverses méthodes de barrage et de produits dispersants peu efficaces en définitive, sauf, en théorie, quand la mer est calme (c'est-à-dire quand les pétroliers ne s'échouent pas !). Les bretons et ceux qui les ont aidé ont préféré le nettoyage manuel. Néanmoins des moyens supplémentaires de surveillance de la navigation ont été mobilisés (rail d'Ouessant, CROSS). Depuis, PICARDIE-NATURE continue de ramasser des oiseaux mazoutés, victime des nettoyages illégaux de cuves, en Manche.

Quelques années plus tard, les catastrophes pétrolières ont quitté (temporairement) la Bretagne pour toucher l'Alaska. La catastrophe de l'Exon-Valdez aura au moins rendu les américains plus pragmatiques que les européens en interdisant l'accès dans les eaux territoriales des pétroliers à simple coque (une double coque étanche c'est quand même mieux !).

Il y a un peu plus d'un an, l'échouage de l'Erika a surpris tout le monde. Les bretons et ceux qui aimaient la Bretagne et les oiseaux sont revenus aux bonnes vieilles méthodes de nettoyage manuel (gants, seau et pelles) en comptant, ce coup-ci, bien plus d'oiseaux mazoutés qu'à l'habitude. Pendant ce temps, les autorités et la société TOTAL se voulaient rassurantes : non le pétrole n'est pas toxique même si on ne connaît pas bien sa composition; oui le FIPOL (fonds d'indemnisation des pollutions) dédommagera les producteurs de coquillages (certains attendent encore !); oui TOTAL participera à la remise en état de la mer grâce à sa Fondation pour les fonds marins et à la générosité de son PDG, prêt à offrir une journée de son salaire (quel cynisme !).

Pour finir (provisoirement), le dernier pétrolier à vouloir s'échouer a choisi l'archipel des Galapagos et ses dizaines d'espèces uniques au monde.

Qu'attend-t-on pour éviter cela ? Y aurait-il des intérêts, des lobbies si puissants que les Etats ne puissent agir ? Ou faut-il penser que dans le domaine des transports maritimes de produits pétroliers il n'y a pas que les vieux tankers qui soient pourris.

PATRICK THIERY

Picardie Nature, association à but non lucratif (loi 1901) affiliée à France Nature Environnement, agréée par les ministères de l'Environnement et de l'Équipement.

Siège social : 14, place Vogel à Amiens

Adresse postale : BP 835 80008 Amiens Cedex 1 - Tél. 03 22 97 97 87 - Fax. 03 22 92 08 72

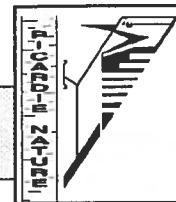
- Directeur de la publication : Patrick Thiery - Secrétariat : Laurence Tellier

Comité de rédaction : Gérard Baudry, Simone Berton, Vincent Bawedin, Bruno Canon, Bernard Couvreur, Michèle Delvigne, Vincent Vilbert

- Réalisation : Bruno Canon - Photographies et illustrations : Gérard Baudry, Régis Delcourt, Patrick Thiery.

Impression: CAT Georges Couthon

Dépôt légal 1^{er} trimestre 2001



LA VIE DE VOTRE ASSOCIATION

EN BONNE JUSTICE

Les époux F. sont propriétaires de deux magasins d'armurerie l'un dans l'Aisne l'autre dans l'Oise. De plus M. F. est taxidermiste et c'est à ce titre que tous deux comparaissent le 9 novembre dernier devant le Tribunal correctionnel de Laon, prévenus de diverses infractions à la loi du 10 juillet 1976 :

- Naturalisation ou détention dans un congélateur en vue de leur naturalisation de 12 animaux protégés : 1 Chouette chevêche, 1 Chouette effraie, 1 Hibou moyen-duc, 1 Ecureuil, 1 Hermine, 1 Pic

vert, 1 Martin pêcheur, 1 Grand gravelot, 1 petit gravelot, 1 Chevalier cul blanc, 1 Chevalier guignette, 1 Bécasseau minute,
- Mise en vente de 5 animaux protégés naturalisés : 1 Ecureuil, 1 Hermine, 1 Chouette effraie, 1 Chouette chevêche, 1 Martin pêcheur,

- Naturalisation et utilisation par les prévenus de 6 Fouines (la naturalisation n'est pas un délit, mais l'utilisation de l'animal naturalisé est réservée à son seul propriétaire),

- Défaut de registre indiquant la provenance des

animaux, en particulier des Fouines,

- Mise en vente d'animaux naturalisés en dehors de la période autorisée : 1 couple de canards sou-chets et 1 Fuligule milouin.

Le Tribunal a mis son jugement en délibéré jusqu'au 23 novembre. J'aurai donc l'occasion de vous en reparler.

JEAN MARIE THIERY

ECHOS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 OCTOBRE formation juridique

Patrick et Jean-Marie THIERY sont allés à une formation juridique organisée par le GDEAM, une association de protection de la nature de Montreuil/mer et France Nature Environnement. En résumé, des contacts fructueux, des documents de travail et des informations utiles pour augmenter nos chances de réussite dans les affaires contentieuses et éviter certains écueils. A ce titre Patrick THIERY proposera d'améliorer encore les statuts de l'association.

contrat de travail de Laurence TELLIER
Après analyse de la situation financière de l'association, nous décidons de proposer à Laurence TELLIER une réduction de temps de travail égale à 10h par semaine (emploi à quart temps) pour la saisie comptable et le secrétariat à compter du 1er janvier 2001.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 NOVEMBRE
Charte des usagers de la nature en Baie de Somme
Nous sommes invités à participer à un bilan le 15 novembre à la station de Blanquetaque. Xavier COMMECY représentera l'association et rappellera les termes du courrier adressé au Président du SMACOP (Syndicat Mixte d'Aménagement de la Côte Picarde) suite au comportement agressif de chasseurs contre des naturalistes (non respect des dispositions de cette charte par l'association de chasse DPM, pourtant signataire : chaque association membre s'engage à respecter les activi-

tés des autres associations). Un article de cette charte prévoit même la radiation pour non respect de la charte. Xavier COMMECY interviendra en rappelant simplement que les signataires disposent en théorie des moyens pour faire respecter les dispositions de la charte.
Site Internet

Le site de l'association est bien visité et nécessite une actualisation. La page Phoques a été complétée par Christophe HOSTEN qui a mis notre nouvelle exposition en ligne (6 panneaux pour le moment)

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 12 DÉCEMBRE Chiroptères

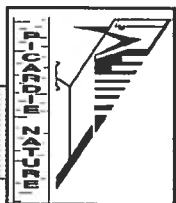
Rémi FRANCOIS nous informe que François DE-HONDT propose d'animer une formation des personnels de la DRAC (Dir. Rég. de l'Architecture et de la Culture) sur la protection des Chiroptères dans les monuments historiques. Par ailleurs un Plan National de restauration des populations de Chiroptères est mis en place (financé à 80% par le Ministère de l'Environnement et 20% par l'ONF) avec une action particulière pour le Petit Rhinolophe, très menacé. Le groupe Chiroptères de Picardie-Nature a fait des propositions avec le Conservatoire des Sites pour 3 sites (TRACY LE MONT, BRIE et la forêt de RETZ). La SFEPM demande dans le même temps à tous les groupes Chiroptères de recenser les sites pour financer des opérations de protection dans le cadre du Plan National de Restauration.

Autorisation de transport de mammifères marins
La carte verte délivrée par le Ministère de l'Environnement autorisant le transport de mammifères marins est à renouveler. Nous proposons les personnes suivantes : Philippe THIERY, Fabien GARCIA, Alain WILLIAM et Lætitia DUPUIS.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 9 JANVIER 2001 Nature et Citoyenneté

Nous renouvelons notre adhésion à l'association Nature et Citoyenneté qui a en projet pour cette année la réalisation d'une plaquette «pour une information sur l'environnement, équilibrée, large et objective» destinée aux établissements scolaires picards. Le but est d'informer les enseignants sur les risques de prosélytisme et les dérives apparues ces dernières années (ex. interventions sur le piégeage des petits carnivores ...).
ONF

Laurent GAVORY a eu l'occasion de rencontrer le Directeur Régional de l'Office National des Forêts. Entre autres sujets abordés : les sites Natura 2000 et la création d'une éco-certification garantissant l'origine du bois (provenant de forêts gérées de façon écologique) et délivrée par un collège dans lequel interviendraient les associations de protection de la nature.



LA VIE DE VOTRE ASSOCIATION

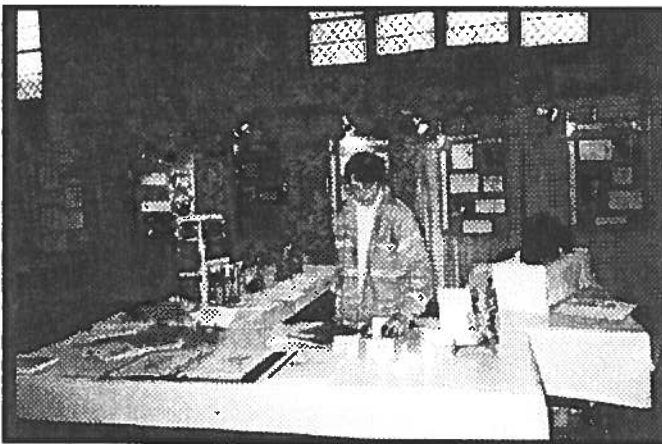
JOURNÉES MYCOLOGIQUES DE SENLIS

Cette année encore, l'A.B.M.A.R.S (Association des Botanistes et Mycologues Amateurs de la Région de Senlis) nous a convié à participer aux Journées mycologiques qu'elle a organisées les 7 et 8 octobre 2000.

Laurence Tellier et moi-même avons donc repris du service pour tenir le stand de Picardie Nature. Malheureusement, le soleil n'était pas au rendez-vous et c'est sous la pluie que nous avons débarqué tout notre matériel. L'emplacement qui nous était réservé jouissait de la meilleure situation (face à la porte d'entrée, à gauche). Nous avons donc pu installer nos panneaux et dresser la table de vente.

Est-ce le mauvais temps ? La fréquentation s'est avérée moins importante que l'an dernier en ce samedi après-midi. Toutefois, Laurence ayant eu l'excellente idée d'installer la télévision, les visiteurs ont été nombreux à regarder différentes casettes, notamment celles sur les busards.

Dimanche matin, nous avons quelques frayeurs car le public n'afflue pas. Mais il y a, semble-t-il d'autres manifestations ce même jour à Senlis. Ceci explique



peut-être cela. Mais, voyez-vous il ne faut jamais désespérer car dès 14 heures, la magnifique église Saint Pierre a enfin accueilli un nombre satisfaisant de promeneurs qui se sont montrés fort intéressés

par notre exposition consacrée aux rapaces. Nous avons répondu à plusieurs questions, notamment celle-ci : « J'entends un oiseau toutes les nuits, qu'est-ce que c'est ? » Et nous de répondre : « une chouette Hulotte ou un hibou, tout dépend de son chant ».

Bien que moins fréquentées que l'an dernier, ces journées nous laissent quand même un bilan positif, d'autant que l'accueil de la Présidente et de la Secrétaire nouvellement élues de l'ABMARS a été une fois de plus très chaleureux. Remercions les de leur gentillesse. Nous ayant renouvelé leur invitation pour l'an prochain, nous espérons que Picardie Nature pourra encore y répondre favorablement. Remercions également Mme Chantal Barbay, adhérente de l'Oise, qui a donné un peu de son temps pour nous aider sur le stand.

MARIE-FRANCE GUILLOUARD

ET UNE COCHE, UNE...

Mais quel est ce plaisir, comparable à aucun autre et qui s'appelle une coche ?

Non non, ce n'est pas une grande voiture ancêtre de la diligence. Ce n'est pas non plus en l'occurrence louter le coche, pas plus qu'une personne qui montrerait un zèle intempestif et stérile comme dans « La Mouche du coche » de La Fontaine. Ce n'est pas un chaland pour le transport des voyageurs et des marchandises et ce n'est pas une entaille, une marque qui sert de repère.

Mais alors, qu'est-ce que c'est ? Eh bien ! depuis le 5 novembre 2000, j'en sais vraiment ce que c'est ! Ce jour-là Picardie Nature organisait un recensement concerté de Vanneaux huppés et Pluviers dorés de quelques plateaux picards. Dès le début de la matinée, Laurent Gavory nous informait qu'un « Vanneau sociable » se trouvait dans un groupe de Vanneaux huppés. Donc, décision était prise pour les différents groupes de se retrouver vers midi sur ce lieu qui devenait magique tout à coup pour moi.

Après avoir recensé, avec Xavier Commecy, mon coéquipier pour la circonstance, toute la matinée sur

plusieurs points d'observations, environ 6000 Vanneaux huppés et quelques dizaines de Pluviers dorés, l'instant tant attendu arriva. Nous nous retrouvâmes au bord d'une route en direction de St Quentin. Eh là, après plusieurs minutes d'observation, le « Vanneau sociable » en question s'offrait à nos yeux ébahis parmi plusieurs milliers de Vanneaux huppés.

Je fus d'abord sceptique, les questions du néophyte que je suis, fusèrent :

- Ne serait-ce pas un dégénéré ?
- Ne serait-ce pas le fruit d'un croisement illégitime ?
- Il est allé chez le coiffeur faire raser sa huppe ?

Enfin, pauvre bétien que j'étais à ne pas faire confiance aux ornithologues présents !!

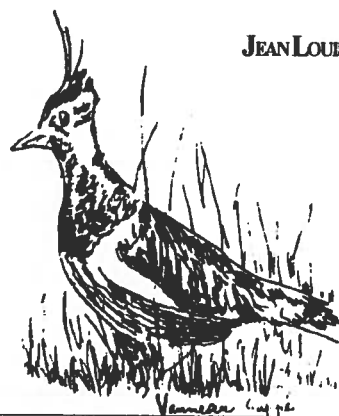
Xavier me montra sur un guide d'identification, la photo et la carte de répartition de l'oiseau. Et là, je peux vous dire que cela devint tout bizarre d'un seul coup ! Vous avez devant les yeux un oiseau qui devrait se trouver (normalement) dans les steppes d'Asie. C'est à ce moment là qu'on comprend le

plaisir d'une coche, c'est-à-dire pour les non connaisseurs, la coche (le fait de cocher sur une liste d'espèces, un nouvel oiseau vu et observé).

Dans cet instant, on regrette de ne pas s'être déplacé pour voir le « Vanneau à queue blanche » (encore plus rare) dans le Vimeu au début de l'été de cette année.

Si la connaissance, l'observation, la protection et la sauvegarde des oiseaux ne se limitent pas uniquement à la coche, c'est rudement un sacré plaisir de voir une rareté. D'autant plus que ce jour là, tous les présents étaient très « sociables ».

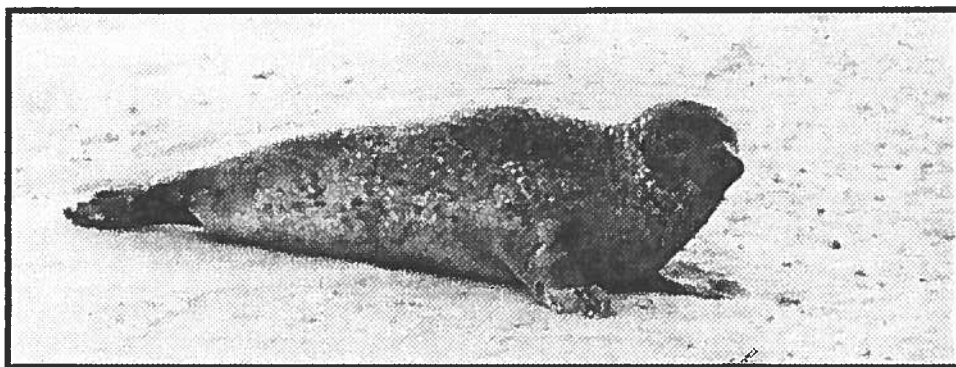
JEAN LOUIS PIOT





LA VIE DE VOTRE ASSOCIATION

RÉCUPÉRATION D'UN JEUNE PHOQUE VEAU-MARIN ALBINO EN BAIE DE CANCHE



Le 15 décembre 1999, Ludvine Gabet et Gilbert Terrasse (GONord) nous signalent avoir observé en Baie de Canche 2 phoques, dont un petit, à la fourrure très pâle, sur un banc de sable assez éloigné de la mer.

Ces 2 phoques ne sont pas des Phoques gris, mais deux Phoques veaux-marins, peut-être une femelle et son jeune « blanchon » (période des mises-bas).

Ces 2 phoques ne sont plus signaler les jours suivants. Le 31 décembre, M. Veisse et les pompiers du Touquet nous appellent : un jeune phoque semble en difficulté, sa distance de fuite est anormalement réduite, mais une tentative de capture de l'animal a échoué.

Le dimanche 2 janvier, nouvel appel des pompiers : le phoque est à nouveau là, sur le sable. Après avoir averti M. G. Terrasse et M. J.M Charpentier (LPA Calais), je vais voir sur place. A peine arri-

vé, je constate que 2 phoques sont sur la berge, à environ 300 mètres de la base nautique. Il s'agit de 2 jeunes Phoques veaux-marins, dont l'un paraît très pâle. Ce phoque semble épuisé. Sa fourrure jaune pâle unie et ses yeux rouge ne laissent aucun doute, il s'agit d'un phoque albinos. Après avoir évalué son état de santé, sa capture se fait sans problème. Avec l'aide de 2 enfants se promenant dans la baie, Arnaud et Charles Debecque (tout étonner de participer à l'opération), le phoque est réhydraté sur place une première fois, puis transporté à la caserne des pompiers.

Le Centre de soins (SRRC) Seal Rehydration and research Centre de Pieterburen est alerté, le phoque albinos est un jeune mâle, mesurant 1,10 m pour un poids de 20kg. Les narines sont ensanglantées et il est en hypothermie (33°4).

Après avoir reçu de nouveaux soins, il part pour les pays-Bas. Son transfert se fait par la route. Pris en charge à la frontière belge par Dan Har-

Jeune femelle phoque veau-marin âgée d'un an environ

nisfeger, il prend ensuite le bateau au port de Bresken et arrivé dans la nuit à Pieterburen. Un premier examen confirme que l'animal est affaibli. Il est parasité par des vers dans les poumons. Le SRRC venait de récupérer un autre phoque albinos quelques jours auparavant, les cas sont cependant peu fréquents.

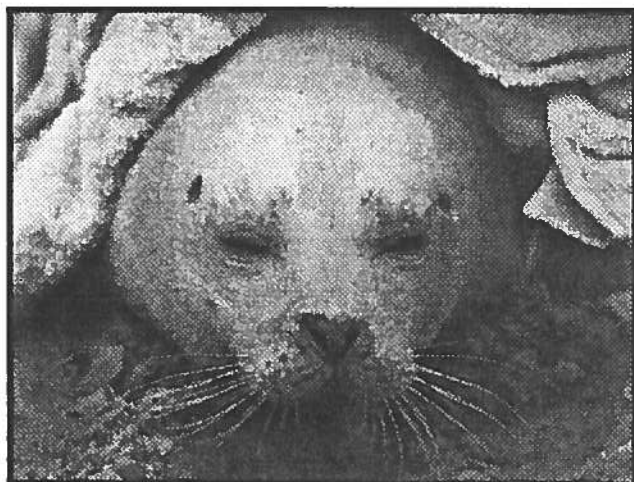
Le 9 août, ayant suffisamment récupéré (44kg) pour retrouver la liberté, le phoque muni d'une marque jaune à la palmure postérieure (n°186) est relâché dans le Waddensee (à Spanegat).

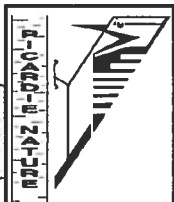
L'autre phoque qui se trouvait sur le même banc de sable est une jeune femelle, âgée d'un an environ. Le 3 janvier Philippe Thiery m'accompagne pour évaluer son état de santé : le phoque n'est pas maigre, mais tousse, sa distance de fuite est réduite, mais l'animal reste vigilant et réagit promptement. Il est convenu de ne pas tenter une capture immédiate, toujours stressante, mais de voir l'évolution de son état de santé. Le 9 janvier le phoque n'est pas aperçu (recherche : Françoise et Régis Delcourt, Philippe Thiery, Alain William). Les pompiers du Touquet sont informés de la stratégie mise en Place. Ludvine Gabet, souvent présente dans le secteur et J.M. Charpentier restent mobilisés, prêts à intervenir à la moindre alerte. Le 24 janvier, Ludvine Gabet aperçoit à nouveau le phoque. Son état de santé ne paraît pas devoir nécessiter une intervention. L'animal n'est plus signalé par la suite et aucun échouage n'est signalé. Il a pu surmonter une difficulté passagère ou a quitté le secteur.

Ont participé à cette action : les pompiers du Touquet, Arnaud et Charles Debecque, M. Veisse, Dan Hamisfeger, le SRRC Pieterburen, M. Jean-Michel Charpentier (LPA Calais), Ludvine Gabet et Gilbert Terrasse (GONord), Françoise et Régis Delcourt, Philippe Thiery, Alain William (Picardie Nature)

ALAIN WILLIAM

Jeune phoque albinos découvert le 2 janvier en baie de Canche (photo : A. William)





LA VIE DE VOTRE ASSOCIATION

NOUVELLE DU CENTRE DE SOINS

Et ça continue !

Dans le dernier Picardie Nature je vous avais parlé de cette Bondrée apivore trouvée blessée le 10 septembre à la Chaussée Tirancourt dans le chemin qui longe le château de Belloy-sur-Somme et conduit vers une hutte de chasse. Avec 5 plombs de chasse dont 3 dans l'abdomen, ses chances de survie étaient très faibles et elle est morte deux jours après.

- Le 3 octobre c'est un mâle d'Epervier qui est apporté par les gardes de l'ONC de Compiègne. Atteint d'une fracture de l'aile droite, lui aussi est mort le lendemain, avec 1 plomb entre les côtes.

- Le 8 octobre, au Crotoy un mâle de Faucon crécerelle est trouvé avec une fracture de l'aile gauche. 1 plomb dans le foyer de fracture et surtout 1 autre dans les poumons entraîneront sa mort en une semaine.

- Le 8 octobre une femelle de Faucon crécerelle est trouvée à Bonnavy avec une fracture de l'aile gauche et 1 plomb dans le foyer de fracture. Elle aussi est morte huit jours après.

- Le 16 octobre c'est un Balbuzard pêcheur qui est trouvé près de Corbie avec une fracture de l'aile droite. La radiographie effectuée par le Dr Gaillard, vétérinaire à Amiens, a montré la présence de 11 plombs dans le corps de cet oiseau (2 dans la tête, 2 dans l'aile gauche, 2 dans l'aile droite, 2 dans la patte et 3 dans le thorax et l'abdomen. Il a donc été abattu alors qu'il volait. Aucune chance de s'en sortir, et il est mort le 23 octobre.

- Le 18 octobre au matin un Cygne tuberculé est tué d'un coup de fusil de chasse près de Dreuil-lès-Amiens, sur la route d'Argoeuves (6 plombs dans la tête, le cou et les ailes).

- Le 30 octobre une femelle d'Epervier, retrouvée à Camon le 29, est morte avec 1 plomb dans l'abdomen.

nou et surtout une lésion de la moelle épinière entraînant une paraplégie (paralysie de la moitié inférieure du corps). Elle est morte le 4 novembre.

- Le 3 novembre un Tadorne de Belon est trouvé au Crotoy (encore !) avec une aile et une patte cassées. 1 plomb dans l'épaule et 2 dans l'abdomen sont la signature de « l'abruti » qui l'a estropié. Il est mort dans la nuit du 6 au 7.

En résumé on constate que sur 10 oiseaux 9 sont morts rapidement. Un seul plomb peut tuer, s'il touche un organe vital (cœur, cerveau, foie, rein) ou s'il lèse un gros vaisseau sanguin ou la rate, entraînant une hémorragie interne ou encore les intestins, provoquant une péritonite mortelle.

D'autre part, l'oiseau blessé perd la majeure partie de ses moyens de défense et se trouve donc à la merci des prédateurs.

En huit semaines, dix oiseaux protégés abattus par des chasseurs m'ont été apportés. Mais combien d'autres n'ont pu être retrouvés, dont les cadavres finissent de pourrir sous un buisson ou dans un fossé ?

Encore une fois BRAVO, MESSIEURS les GESTIONNAIRES de la faune sauvage !

JEAN MARIE THIERY



44 Plombs

PICARDIE NATURE
Maison des Evénements de la Nature
10, Place Jodelle - B.P. 895
80000 AMIENS Cedex 1
Tél. 03 20 87 81 71 - Fax 03 20 87 81 72

BALBUZARD PÊCHEUR
(ESPECE PROTEGEE)

ABATTE PAR UN CHASSEUR LE 15.10.2000
A CORBIE (SOMME)
MORTUÉ PAR 44 PLUMBS

- Le 31 octobre une autre femelle d'Epervier avec une fracture de l'aile gauche et quelques éclats de plombs dans le foyer de fracture. Pour l'instant elle est encore vivante.

- Le 1^{er} novembre on m'apporte une femelle de Faucon crécerelle trouvée à Vadencourt avec une fracture de la patte gauche, 2 plombs dans le ge-

TRIBUNE LIBRE

SUR LA MORT D'UN FAUCON CRÉCERELLE

Le Tatave en avait plein les bottes. Toute la matinée il avait pataugé, sous la pluie battante de ce début d'octobre, dans la gadoue du marais qui commençait à déborder.

Il n'avait rien fait, rien vu que deux corneilles, des « saloperies » comme il disait, qui s'étaient levées trop loin et avaient disparu trop vite dans la brume. (un mot, en passant, sur la classification zoologique tatavienne, qui avait au moins le mérite de la simplicité : il y avait d'un côté les « bons » ou « becs plats », groupe incluant aussi les bléries, les poules d'eau et les bécasseaux et de l'autre les « saloperies » englobant dans le même mépris haineux les « becs droits » les « becs crochus » et les « puants » à éliminer par tous les moyens).

D'un coup de pied rageur il balançait sa cannette vide, dernier vestige du pack de 8 glissé amoureusement le matin dans sa musette. Le marais était ainsi jonché des cannettes du Tatave qui, tel le petit Poucet, les semait sur son passage.

« Dommage qu'elles ne poussent pas » se plaisait-il à répéter. La pluie avait cessé ; quelques « culottes de gendarmes » apparaissaient entre les nuages. Le Tatave avisa un talus herbeux, s'y laissa lourdement choir sur les fesses et s'installa, accroupi, le fusil entre les jambes. J'ai oublié de vous le

préciser, mais vous l'aviez sans doute deviné, le Tatave était un protecteur de la nature, un vrai, un gestionnaire de la faune sauvage, pas un de ces doux rêveurs d'écolos continuellement en train d'évoquer les « générations futures ». Tu parles ! Lui, il « prélevait », il « régulait » car il « savait » ! C'était son seul plaisir ; il ne se sentait vraiment un homme que quand il avait son juxtaposé entre les mains.

Il est allé à la manif, bien sûr, sans trop savoir pourquoi ; toutes ces histoires de directives européennes dépassaient de très loin son entendement. Mais il ne regrettait pas sa journée : il avait vu le Jean et le Maxime se serrer longuement la pince avec des sourires fendus jusqu'aux oreilles. Ils avaient continué après la manif en éclusant coup sur coup une bonne douzaine de chopos et il était fin saoul en rentrant chez lui et avait failli à plusieurs reprises flanquer sa guimbarde au fossé. Au souvenir de

cette cuite mémorable il glissa machinalement la main dans sa musette, cherchant à tâtons une dernière cannette, ne la trouva pas, et pour cause, se souvint l'avoir sifflée et murmura : « il est temps que je rentre, j'ai plus de munitions ».

Mais cette halte, ajoutée aux huit cannettes éclusées dans la matinée, lui avait scié les pattes et il dut s'arc-bouter sur son fusil pour se redresser. Et c'est alors qu'il LE vit, là, à une vingtaine de mètres à peine au-dessus de sa tête, battant des ailes sur place, guettant sans doute quelque imprudent mulot, LE FEROCÉMOUCHET, la sanguinaire crécerelle, terreur des perdrix et des lièvres ! En même temps qu'un frisson de terreur panique lui courait le long de l'échine, surgit en Tatave la peur ancestrale de l'oiseau de proie et dans son cerveau primitif et embrumé la crécerelle devenait aigle, vautour, condor, fondait sur lui, le transperçait de ses serres aiguës, lui brisait la nuque d'un seul coup de son bec puissant et enlevait dans les airs son corps pantelant. Tandis que l'épouvante lui tordait les tripes, pêle-mêle dans sa pauvre tête se

bousculaient les vieilles légendes, celles que l'on racontait autrefois à la veillée, de ces histoires si terribles qu'en les écoutant les femmes se signent en frissonnant et les petits enfants se cachent sous la table en hurlant : « Maman, j'ai peur ! ».

Dans un effort surhumain, le Tatave réussit à s'arracher à l'emprise de l'œil cruel qui l'hypnotisait et, le cœur bondissant dans sa poitrine, le dos trempé d'une sueur glacée, il parvint péniblement à épauler, lâcha ses deux coups de 8 au jugé « Tiens, prends ça, saloperie de saloperie » et s'enfuit en titubant sans oser se retourner.

Le temps a passé, mais le Tatave n'a toujours pas compris pourquoi son fils le regardait d'un œil navré tandis qu'encore sous le coup de l'émotion il racontait le dur combat dont il était sorti vainqueur, et, depuis, lui faisait la gueule.

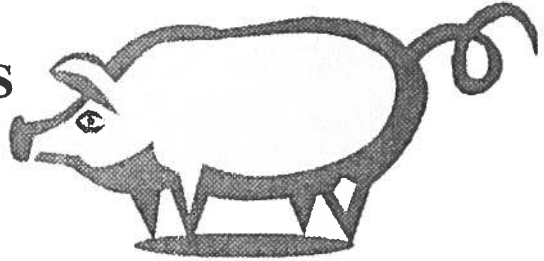
Jean Marie THIERY





EN PICARDIE

LES ÉLEVAGES DE PORCS SANS CAILLEBOTIS



Dans le précédent numéro nous vous avions parlé de l'élevage industriel du porc (peu appétissant) voici un autre mode d'élevage plus respectueux de l'environnement et des animaux.

On peut trouver du porc bio au Marché sur l'eau d'Amiens, jeudi matin et samedi matin. Ainsi que dans certains hypermarchés comme Carrefour et Auchan.

Rencontre avec M. et Mme Fouconnier :

Entre Auxi-le-château et Crécy-en-Ponthieu, à Gueschart, se trouve la « Grande ferme Bio », où vivent Françoise et Francis Fouconnier avec tout leur petit monde. Tout y est bio.

« Notre exploitation vit en cercle fermé, autonome. Les céréales sont employées pour les porcs, pour les vaches, les légumes qui ont des défauts repartent aux bêtes 100% bio. S'il manque de la fumure*, j'achète de l'humus* bio. Toutes nos bêtes sont au régime naturel : foin, herbe, betteraves rouges, racines d'endives, carottes, radis noir, oignons... »

Superficie : 40 ha dont 10 de prairies

Travail en famille 18 h par jour

1 employé

Livraisons journalières : (La vie claire, Bonne-terre, Bio Coop...)

Productions :

- céréales (pour les animaux)

- légumes (une partie pour les animaux)

- 150 porcs à la ferme dont 10 truies

- 15 vaches

- quelques moutons, des volailles, des lapins

Vente de légumes, de lait, de volailles, de lapins, d'œufs, de porcs (et transformation : pâté, jambon, saucisson...)

Point de vente : Marché bio à Paris (VI^e) tous les week-ends ; Marché sur l'eau à Amiens le jeudi matin.

« On nous met des bâtons dans les roues. On n'a le droit à rien, aucune aide. C'est dur. Avec la tempête en 99 on a tout perdu à 98%. Si vous sortez de l'ordinaire, c'est fini. Ça fait 41 ans qu'on est bio. C'est mon père qui a commencé, avec Lemaire-Boucher ils ont fait les premiers statuts ensemble. Et aujourd'hui la France est le dernier pays. A la traîne. On n'aide pas ceux

qui vont dans le bon sens. On ne fait pas du bio pour de l'argent, il faut y croire ».

Francis Fouconnier est un personnage. Intarissable, combatif, optimiste, et qui se bat tous azimuts. Aucun sujet ne l'arrête ou le trouble :

La vache folle : « Il faut qu'il y ait des morts pour que ça réagisse. L'argent, l'argent... l'être humain ne compte plus. L'appât de l'argent est trop fort ».

La santé : « On a toutes les plantes sur terre. Mais on préfère faire une piqûre de ceci de cela parce que ça va plus vite. Si cette piqûre tue des mauvaises choses, elle tue aussi des bonnes. Le problème ressort en un autre point du corps. Nous on se soigne à l'homéopathie ».

La pollution : « J'ai vu à la télévision, ils mettent des truites dans des rivières pour voir si elles sont encore bonnes les (rivières !) On fait mourir des truites pour s'apercevoir que la rivière est polluée ! Il n'y a pas d'éprouvette ? Les gars qui font ça, franchement, c'est.... »

« On commence à vendre du porc, ça fait 3 ou 4 ans qu'on est en route au porc. Pour des raisons d'hygiène, il faut passer par un abattoir.



EN PICARDIE



Mais je suis difficile. Moi je ne veux pas que mes porcs aillent n'importe où et soient tués n'importe comment. Je veux que le respect soit à fond, une bête ne doit pas être stressée. »

Francis a choisi un abattoir dans le Pas-de-Calais. « A l'abattoir, je vais rechercher ma viande découpée, mon jambon fumé à l'ancienne, mon saucisson etc... Tout est fait à l'ancienne. Je peux livrer n'importe quand ».

Au marché sur l'eau

Nous y sommes allés un jeudi matin. Francis était là, seul à vendre ce jour-là, tout heureux au milieu d'une dizaine de clientes – genre retraitées – qui se servaient, faisaient des petits paquets, garnissaient leurs paniers, s'interpellaient, allaient au camion, ouvraient les glacières. Francis est à la caisse, il pèse, sert l'une, renseigne l'autre, lance une plaisanterie. Une ruche ; chacun sait ce qu'il a à faire, personne n'est pressé. Tout ce qui est présenté est bio. Les fruits, les légumes, les volailles, le pâté, les rillettes, le filet mignon, le vin, même les bananes et les oranges. Tout le monde a l'air de se connaître. Le patron n'a pas l'air d'être un commerçant comme les autres.

**fumure : apport d'engrais à un sol.*

**humus : substance colloïdale noirâtre résultant de la décomposition partielle, par les micro-organismes du sol, de déchets végétaux et animaux.*

Rencontre avec Mr et Mme Spitaels :

Nous sommes allés voir Mr et Mme Spitaels, à Meigneux dans le sud amiénois. Ils élèvent 150 porcs par an, dont 10 truies, et produisent 40% de l'alimentation de leur bétail. Pour l'instant seuls les porcs ont le label bio. Une truie a 2 portées ½ par an, et chaque portée donne en moyenne 8 à 9 petits vivants, c'est surtout peu après la naissance que les porcelets sont fragiles.

« On n'a le droit d'utiliser qu'un antibiotique par porc. Alors on préfère attendre qu'ils soient plus grands pour user de cette possibilité. Quand ils ont 6 mois, les bêtes vont à l'abattoir dans le Calvados. C'est un abattoir spécialisé. Puis les viandes vont à Carrefour ».

Quelques truies sont étendues sur un épais tapis de paille sous un abri ouvert sur une prairie. Les

autres sont avec leurs petits dans des boxes spacieux. Les porcelets sevrés sont ensemble dans d'autres salles.

« On a l'obligation de les faire sortir en plein air. L'hiver c'est vite boueux. Je préférerais qu'on exige plus de place dans les étables, qu'ils soient plus à l'aise ».

« Le problème en culture, c'est le désherbage. Quand le blé fait 5 à 10 cm, on passe la herse. Faut pas venir voir derrière ! On a l'impression d'avoir labouré la pièce. Après on roule ; Et ça marche. Autrefois, c'est comme ça qu'ils travaillaient. On suit aussi le calendrier lunaire. Il vaut mieux travailler le sol en lune descendante par exemple ».

On n'imagine pas qu'un élevage de porcs se trouve au milieu du village, nous n'avons remarqué aucune odeur particulière.

N.B. : Je remercie F et F Fouconnier, Mr et Mme Spitaels, de nous avoir accueillis si gentiment et de nous avoir accordé un peu de leur temps.

GÉRARD BAUDRY

REVUE DE PRESSE ENVIRONNEMENT

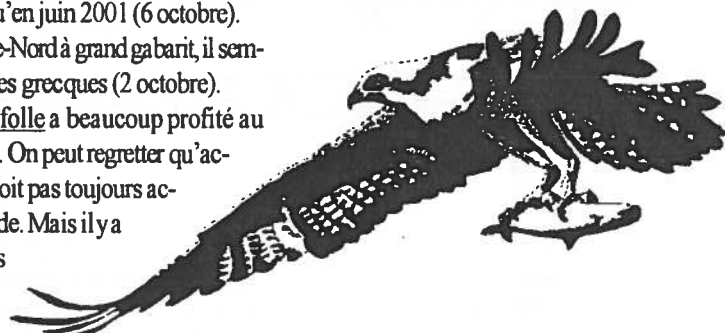
Que s'est-il passé chez nous depuis l'été ?

On a beaucoup parlé et protesté contre la création possible d'un aérodrome en Picardie : on ne connaît le site choisi qu'en juin 2001 (6 octobre). Quand au Canal Seine-Nord à grand gabarit, il semble remis aux calendes grecques (2 octobre). La saga de la vache folle a beaucoup profité au bio, ce qui est normal. On peut regretter qu'actuellement le bio ne soit pas toujours accessible à tout le monde. Mais il y a 2 choses qu'on n'a pas le droit de faire : empoisonner la terre de nos enfants et torturer des animaux.

Et l'agriculture dite raisonnée est toujours chimique (22 septembre). C'est le pire et le moins pire.

Seul le bio est mieux.

Les chasseurs continuent leur combat d'arrière-garde, avec souvent la complicité des médias : pho-



tos d'ouverture comme il y a 50 ou 100 ans aucune évolution beaucoup plus de « tradition » que de nature (25 septembre). Ils n'aiment pas non plus qu'on se balade en Baie (4 août) et continuent de tuer

des cygnes (21 octobre), des hérons, des balbuzards...

Quelques petites pollutions par-ci par-là, inévitables :

- du gas-oil dans la mare de Villers Bocage (3 juillet)
- un peu trop d'ozone sur la côte à cause de la météo (21 juillet) (sacrée météo !)
- une bonne décision : fermeture de la décharge à Beauval (4 septembre)
- émoi autour d'Eurolysine à Longpré-les-Amiens (23 septembre)
- de l'eau trouble sans qu'on le sache au Bosquel (27 octobre)
- un puits de pompage de la ville d'Amiens pollué par la SNCF (Victorine Autier Novembre)

Gérard BAUDRY



EN PICARDIE

MES HIRONDELLES SONT REVENUES !

En 1998, je me désolais que leur nid reste inoccupé et je pensais qu'elles ne reviendraient plus jamais chez moi. En 1999, je repris espoir. En l'an 2000 (vive l'an 2000), elles sont revenues exigeantes et acariâtres.

Ces animaux en voie de disparition, au lieu de s'unir pour faire face aux difficultés, agissent comme si logement, chauffage, literie, nourriture abondaient et font les difficiles et se chamaillent. Disons que, dans le malheur, ils gardent leur personnalité ; tant mieux !

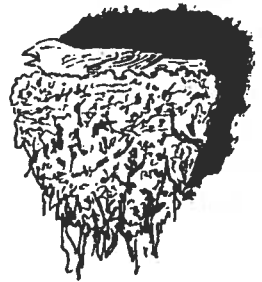
Donc, très tard, en mai, une hirondelle est venue dans l'étable que je leur réserve. Elle a bien réparé le vieux nid qui n'avait pas été occupé depuis deux ans et personne, pour la troisième fois, n'est venu la rejoindre. Pourtant, elle était là, jour et nuit, à attendre. Elle dormait, tout près de son beau nid, sur une prise électrique. Au bout de deux semaines, elle répara un autre nid, jamais habité, sans doute parce qu'il est posé sur un abat-jour en opaline, en forme de collerette, comme on en mettait autrefois, quand on était économe, au-dessus des ampoules. Aucune mère de famille un peu raisonnable ne pouvait s'intéresser à une installation aussi précaire.

Une deuxième hirondelle apparut enfin, mais elle entraîna le tenace architecte dans le garage. Alors

là, je me suis mis en colère, « Comment ? je vous réserve une belle petite étable bien propre et chaude, habitée depuis toujours par vos ancêtres et vous voulez vous installer dans ce vieux garage sale et plein de courants d'air ? Où ma chatte, en grimpant sur le tas de bois, pourra vous attraper ? Où vous risquez d'être enfermées, ou vos petits, pendant des jours ? Et puis vous allez salir ma voiture » (Là, je leur ai menti : la propreté des carrosseries, je m'en fiche un peu, je l'avoue. La vérité était simplement que si elles s'installaient dans le garage, je les verrais moins bien, depuis la maison !).

« En voilà des caprices ! » J'ai refermé la porte, persuadée qu'elles retourneraient, comme autrefois, dans la jolie petite étable supérieure en tous points, selon moi, à l'inconfortable garage. Mais dans cette cour, ce n'est pas moi qui commande, semble-t-il. Un jour que j'étais occupée au jardin après avoir oublié (« oublié », vraiment ?) de fermer le garage, on a vivement rafistolé un vieux nid tout poussiéreux, on l'a rempli de plumes beiges 'il n'y a plus de poules blanches dans le quartier) et j'ai dû laisser ouvert pendant quatre mois.

Nous étions en juin, il faisait froid et il y avait peu de moustiques ; deux petits seulement sont nés. Dès leur sortie du nid, leurs parents semblaient tout



à fait disposés à agrandir le cercle de famille, quand apparurent deux hirondelles adultes qui commencèrent à réparer un nid encore plus vieux, posé sur la même poutre que le nid habité. Je me réjouissais de cette animation, me félicitais de ma bonté et voyais déjà le garage rempli d'hirondeaux ! Hélas ! Des cris, des poursuites, furent bientôt suivis d'une terrible bagarre. Était-ce deux mâles ? Je n'en sais rien, mais les poétiques arondes se battaient comme de vulgaires moineaux ! Au milieu de la cour, posés sur le ciment, les ailes écartées traînant au sol, le bec ouvert sur une langue rouge, elles échangeaient des coups de bec sur la tête et se pinçaient les ailes et les épaules en tirant énergiquement, mais les plumes semblaient solidement plantées.

Qui l'a emporté ? Le premier occupant ou l'intrus ? J'imagine que c'est le premier, car il s'est réinstal-

TOUS LES GOÛTS SONT DANS LA NATURE

Pour se rendre de Gamaches à EU, on peut emprunter la « route normande », sinieuse et verdoyante, d'où l'on voit sur sa droite les pittoresques étangs de la Bresle.

On peut aussi prendre la route qui n'a pas de nom, mais que nous pouvons nommer « route picarde », sur la rive droite de la Bresle. Celle-là est parfaitement sinistre : c'est l'envers du décor : on n'y voit que camions, tracteurs, pelleteuses, tas de graviers et « gadoue » !

Après la gravière en exploitation, on voit une ancienne gravière propre et peuplée de nombreux palmipèdes, puis un bassin de décantation que seul habite un

couple de cygne sur la berge la moins sale. Je sais, je sais les bassins de décantation de l'Oise et de la Somme attirent beaucoup d'oiseaux, je l'ai lu dans « l'Avocette n°22 ». Mais celui-là n'a aucun succès : il faut dire qu'une de ses rives est bordée par les pylônes et les grillages plutôt sinistres d'une centrale électrique.

Vers la fin de février, je roulais vers EU, quand j'aperçus un piquet grisâtre qui agrémentait ce riant paysage ; de plus près cela ressemblait à un héron malade et d'encore plus près ce héron avait les pattes et le bec rouge ! Pourquoi s'être posé là ? La pauvre cigogne n'en pouvait plus, sans doute ? Elle est restée 3 jours, fichée au même endroit, le bec sur le ventre. Puis elle s'est mise à circuler lentement autour du

bassin. Qu'elle était sale ! Il lui a fallu plusieurs semaines pour retrouver noblesse et beauté !

En août, elle traversa la route pour aller rejoindre, dans une prairie, les chevaux d'un centre d'équitation et picorer entre leurs pattes sans qu'ils s'en étonnent. Moi, par contre, qui pensais qu'elle ferait seulement une petite étape avant le Marquenterre, j'étais bien étonnée car elle est restée tout l'été, là, toute seule. Était-elle trop jeune pour s'accoupler ou espérait-elle l'arrivée d'un partenaire ?

En tous cas, elle a trouvé l'endroit idyllique, tous les goûts sont dans la nature.

SIMONE BERTON

EN PICARDIE



LES HÉRISSENS SONT DES DRÔLES D'OISEAUX

Il y a quinze ans, peut-être plus, un gros hérisson surgissait tous les soirs, à la minute où la nuit devenait noire, pas avant, pas après, sous la pergola contre la maison.

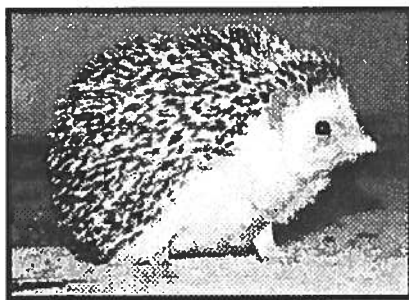
On ne l'entendait pas venir, on ne savait pas d'où il venait, ni où il passait ses journées, mais tout à coup il était là, mettant en fuite par ses grognements les malheureux chats pour qui je déposais à boire et à manger. Bols et écuelles étaient rapidement vidés, pas très proprement ! Monsieur renversait tout, toujours soufflant et grognant et disparaissait rapidement côté cour ou côté jardin. Cela durant tout un été sans que l'on trouve sa cachette.

Au printemps suivant, pensant qu'il y avait trop de feuilles mortes aux pieds des yuccas, je me saisis d'un petit râteau à main, enlevai quelques feuilles, quand le tas se mit à bouger et des aiguilles ondulèrent. Vite, je remis le tas de feuilles en place : le nettoyage était prématuré ! Il est probable que le hérisson vivait tout près de nous et qu'il avait trouvé sage d'hiberner pas loin de ses assiettes : les yuccas sont à trois ou quatre mètres de la cuisine. Question architecture il ne s'était pas foulé, les feuilles mortes étant simplement coincées par les tiges rigides des plantes. On le vit encore souvent pendant l'été et puis plus

rien. Ou plutôt on vit passer quelques hérissons mais aucun ne fut fidèle et amusant comme l'amateur de pâté pour chats.

Une amie m'en apporta un qui risquait de se faire écraser dans son quartier. Je l'ai vu le soir même et ce fut tout : sans doute a-t-il cherché à retourner dans son domaine, à 10 km hélas.

Ensuite que de choses tristes ! J'en trouvais un, mort coincé à une fourche de peuplier ; un autre mort aussi sur le tas de compost. Un été, tous les jours, trois



jeunes apparaissaient dans l'après-midi vers cinq heures. Ils n'étaient pas bien beaux, mais cherchaient activement leur nourriture et je pensais qu'ils étaient assez grands pour vivre sans leur mère. Mais ils moururent eux aussi. Pourtant, il n'entre dans mon jardin

aucun produit toxique. Un voisin m'apporta un jour un hérisson à moitié noyé : il l'avait trouvé dans un grand trou rempli d'eau. On le posa dans un coin abrité du jardin où il resta plusieurs heures, secoué par un mouvement de balancier : sans doute essayait-il de se mettre sur ses pattes. Il y parvint enfin et disparut. Nul ne le revit. Cet été, une nuit, un jeune hérisson suivait la seule allée de mon jardin. Je plaçais devant lui une assiette d'excellente pâtée, qui fut aussitôt dévorée. J'étais persuadée le revoir... Quelle erreur !

Beaucoup d'apparitions et de disparitions dans mon jardin ? C'est vrai ! Je n'y comprends pas grand-chose : pourquoi hibernent-ils près de la maison, alors qu'ils seraient plus au calme dans le verger. Dans le jardin, je veille ! Mais je doute que les hérissons aient remarqué tout cela ! Pourtant, je trouve, certains hivers, des cachettes entre des rosiers, ou comme l'an passé une belle maison d'herbes entrecroisées construite au milieu de jeunes sureaux. Que font-ils, par ces pluies diluviennes ? Ils mangent sans doute et attendent les premiers froids pour s'installer. Dans quelques jours, si la pluie cesse enfin, j'irai voir...

SIMONE BERTON

PROTÉGER LA NATURE CHEZ SOI ET Y INTERDIRE LA CHASSE



Décrée depuis de nombreuses années, la loi du 14 juillet 1964 dite loi Verdeille qui obligeait les propriétaires de terrains à adhérer à l'ACCA (Association Communale de Chasse Agrée) de leur commune et en conséquence à laisser les chasseurs tirer sur leurs terres même s'ils y étaient opposés a été modifiée par la nouvelle loi chasse du 26 juillet 2000 (il y a donc quelques points positifs dans cette loi !). Ainsi depuis quelques mois, le droit de non chasse est enfin reconnu en France (il a fallu pour cela l'intervention de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, saisie par les associations de protection de la nature car nos élus s'y sont refusé jusqu'au bout) et les propriétaires ou les titulaires de droits de chasse peuvent maintenant, au nom de leurs convictions personnelles retirer leurs terrains des zones de chasse.

Pour cela, il faut le signaler au Préfet de son département, s'interdire à soi-même le droit de chasse, signaler par la pose de panneaux que votre terrain est interdit à la chasse. La responsabilité civile des personnes ayant retiré leurs terrains des zones de chasse peut être

engagée en cas de dégâts commis par des animaux gibier (mais cela est déjà le cas même si vous ne vous êtes pas retiré de l'ACCA) et vous êtes tenu, même en cas de retrait, de procéder ou de faire procéder à la destruction des animaux nuisibles. Il n'est par contre pas nécessaire de clôturer ou de faire garder par un garde assermenté ces territoires hors chasse.

Si vous habitez dans une commune à ACCA (il y en a peu en Picardie, à peine plus d'une dizaine) il faut se dépêcher de faire ces démarches car après le 27 juillet 2001 il faudra peut-être attendre des années (renouvellement administratif de l'ACCA) pour pouvoir le faire.

Si vous êtes concerné par ces nouvelles dispositions (vous ou l'une de vos connaissances habitant une commune à ACCA et il y a 29 départements en France où elles sont obligatoires), Picardie Nature tient à votre disposition un livret d'une vingtaine de pages, rédigé par la L.P.O. (Ligue de Protection des Oiseaux-Service Editions - BP 263 - Rochefort cedex.), d'où

nous avons tiré les informations contenues dans ces quelques lignes et où l'on trouve tous les conseils pratiques, y compris des lettres-type, pour vous guider dans les démarches.

Vous pouvez retirer ce document à nos bureaux ou nous vous le faisons parvenir sur demande.

X. COMMECY

Les 3 départements de Picardie ne sont pas à « ACCA obligatoire ». Certaines communes en ont créé volontairement. En voici la liste :

Somme : Forceville, Fressemeville
Oise : Bemeuil sur Aisne, Cuis, Morlaincourt, Thiers sur Thève ;
Aisne : Audignicourt, Bethancourt en Vaux, Cessières, Chivres-Val, Condé sur Aisne, Coumnelles, Fauqucourt, Laval en Laonnois, Mauregny en Haye, Nouvion le Vieux, Pargny-Filain, Presles-et-Thierry, Quierzy sur Oise, Ribauville, Selens, Trucy, Vaucelles-et-Beffecourt.

VACHE FOLLE, POUVOIRS PUBLICS ET PRINCIPE DE PRÉCAUTION.

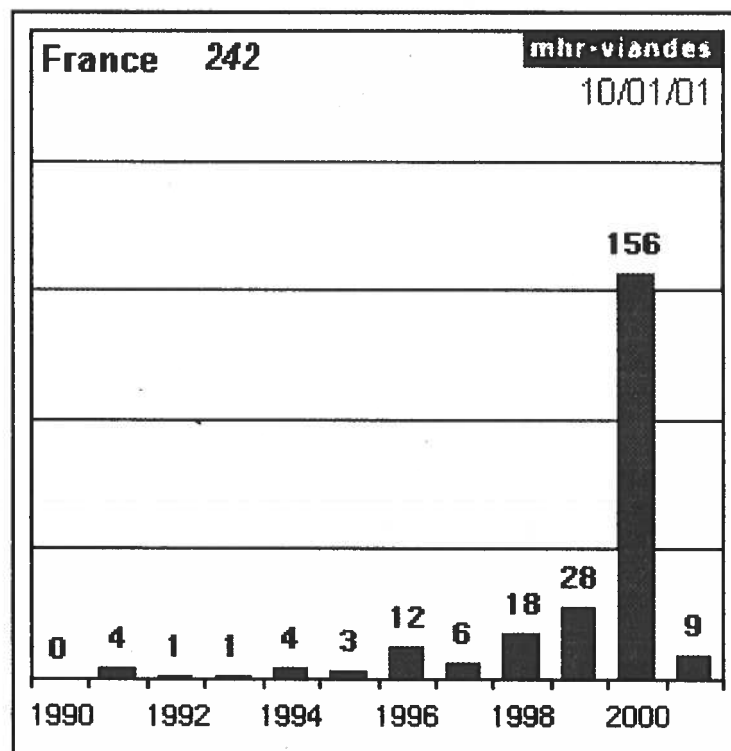
Dossier préparé par Thierry Rigaux et Patrick Thiery

VACHE FOLLE ET DÉCISIONS POLITIQUES

Au début du mois de novembre 2000, les décisions de suspension de toute présence de boeuf dans les menus des cantines scolaires de nombreuses communes se sont multipliés: pas question de faire courir le moindre risque à nos enfants pas plus qu'au reste de la population ! C'est tout au moins la motivation que mettent en avant les élus locaux à l'origine de ces décisions.

Cette soudaine mobilisation des élus locaux pose cependant question, aussi bien quant à son déterminisme et sa motivation que quant à son opportunité.

En effet, aucun fait scientifique nouveau sur la maladie de la vache folle et ses modalités de transmission à l'Homme n'a été révélé récemment et ne peut être invoqué pour expliquer ces décisions. D'après l'Agence Française pour la Sécurité Sanitaire de l'Alimentation (AFSSA), dans l'état actuel des connaissances scientifiques, rien ne justifie aujourd'hui de renoncer à la consommation de la viande de boeuf, pour autant qu'elle porte sur des muscles convenablement découpés et non sur les abats ou autres pièces désormais écartées de l'alimentation.



Nombre de cas d'encéphalopathie spongiforme bovine en France.

Alors, à quoi attribuer cette brusque mobilisation des pouvoirs publics, des élus locaux jusqu'au chef de l'Etat ? A quoi imputer ce brutal engouement pour l'application du principe de précaution(1) ?

A une prise de conscience soudaine et heureuse que rien ne doit primer sur le respect de la santé de la population - et surtout pas des considérations financières -, quelle que soit la probabilité du risque ?

PESTICIDE ET FERTILITE

LES HOMMES DEVIENNENT-ILS MOINS FERTILES ?

Peut-on parler de déclin spermatique ? La question agite la communauté scientifique depuis la parution en 1974 aux Etats-Unis du premier article évoquant l'idée d'une dégradation, tant quantitative que qualitative, des caractères du sperme chez l'Homme (nombre, mobilité et morphologie des spermatozoïdes)... Une évolution négative de la fonction de reproduction de la faune sauvage en différents points du globe est enfin avérée au cours des années 1980. Theodora Colborn, appointée par le World Wildlife Fund (WWF), découvrait que les seize espèces de prédateurs de la région des Grands-Lacs, aux Etats-Unis, incluant des poissons, des oiseaux, des reptiles et des mammifères, étaient affectées par des troubles graves de la reproduction portant sur l'intégrité du tractus génital, la production spermatique et la normalité du système hormonal. D'autres études ont confirmé que des anomalies graves de la fonction de reproduction mâle affectent aujourd'hui des espèces de gastéropodes, reptiles, poissons et oiseaux, aussi bien que diverses espèces de mammifères. Divers liens sont avérés entre l'environnement et la fonction de reproduction masculine. Au total, l'hypothèse d'une dégradation doit être prise au sérieux... L'analyse d'événements catastrophiques permet d'identifier sans ambiguïté un certain nombre d'agents délétères. La susceptibilité particulière des cellules testiculaires aux radiations a fait l'objet de nombreux articles, alors que la liste des agents chimiques, médicaments, et drogues identifiés comme néfastes pour le développement testiculaire et la spermatogénèse s'allonge régulièrement. Au chapitre des catastrophes bien identifiées figure, en 1984, la stérilisation de près de 4 000 ouvriers travaillant pour des compagnies nord-américaines dans les bananeraies du Costa Rica, après qu'ils eurent utilisé un pesticide, le dibromochloropropane. D'autres contaminations chimiques se sont produites au Japon et à Taiwan où, des mères enceintes ayant ingéré de l'huile de riz contaminée par des pesticides organochlorés et des biphenyls polychlorés, leurs enfants ont présenté des anomalies graves du tractus génital à la puberté. Mais si l'action de certains produits à forte dose est attestée, il n'est pas évident qu'on puisse en déduire leur responsabilité à faible dose. Les chercheurs concentrent leur attention sur des agents appelés « imposteurs endocriniens », « xéno-hormones » ou « perturbateurs endocriniens » qui peuvent interférer avec l'action des hormones stéroïdes sexuelles... Hors les accidents mentionnés ci-dessus au Costa Rica et en Asie, très peu de données incriminent directement les xéno-œstrogènes industriels dans les altérations de la fonction de reproduction humaine. Expérimentalement, il est pourtant démontré que l'administration de plusieurs xéno-œstrogènes à forte concentration, tels que des pesticides organochlorés, les PCB ou des alkylphénols (tensio-actifs présents dans les lessives ou les shampoings) induit des altérations de la fonction de reproduction chez le vertébré mâle. Une étude récente de Richard Sharpe montre aussi que plusieurs xéno-hormones sont capables, à des concentrations

A un geste démagogique visant simplement à satisfaire, à l'avant-veille d'élections municipales, une population inquiète, quel que soit le bien fondé de son inquiétude, plutôt que d'essayer de contenir une psychose panique car il est plus facile d'hurler avec les loups ? Au simple et unique souci « d'ouvrir le parapluie » afin de se prémunir de tout risque juridique ultérieur dans un contexte de judiciarisation de notre société ?

Je ne trancherai pas, d'autant que les motivations de celles et ceux qui se sont prononcés peuvent être différentes.

Concernant l'opportunité de cette décision, n'étant pas spécialiste de la question et n'en ayant pas discuté dans le détail avec les différents acteurs concernés (scientifiques mais aussi hommes politiques - dont la tâche n'est pas facile, j'en conviens -), je me garderai bien de me prononcer définitivement. Mais ceci n'empêche pas d'apporter quelques appréciations et commentaires à son sujet.

En effet, ce qui apparaît évident, manifeste, éclatant (!), c'est la sélectivité avec lequel les hommes politiques et les pouvoirs publics appliquent jusqu'à présent le principe de précaution, soudain élevé au rang d'un principe majeur devant devenir, semble-t-il, l'une des règles d'or de la gestion de notre société. Pour l'instant, cette sélectivité est pour le moins prononcée. Car il est clair que bien d'autres domaines d'incertitude quant aux impacts sur notre santé - ou celle des générations futures - de certaines modalités de notre mode de vie et de nos modes de production n'ont pas conduit à pareille remise en question de leur opportunité et encore moins à l'interruption et l'interdiction des pratiques à risques.

J'en citerai simplement deux exemples.

ET LES PESTICIDES ?

Le premier a trait au recours massif à l'emploi des pesticides. Devant les incertitudes qui subsistent à ce jour quant à leur effet cumulatif à long terme et croisé (2) dans l'eau, le sol et dans notre propre organisme, nous sommes-nous décidés à suspendre l'emploi de ces matières actives dans leurs différents domaines d'utilisation : agriculture conventionnelle (encore qualifiée d'intensive), jardins particuliers (y compris les potagers !), entretien de la voirie ? Pourtant, des faits solidement établis démontrent la nocivité de ces produits, auxquels on peut d'ores et déjà attribuer non seulement l'effondrement de la diversité et/ou de la productivité biologique au sein de nombreux milieux naturels (contaminés dans toute la planète) mais aussi une baisse de la fertilité des populations humaines les plus exposées : le nombre et la mobilité des spermatozoïdes dans le sperme des hommes fortement exposés au risque sont en diminution sensible. Inquiétant, non ? Et est-il déraisonnable de penser que la bio-accumulation de ces produits ou l'interférence entre toutes les molécules de synthèse (et de leurs métabolites (3) répandues dans la nature risque de nous atteindre, directement ou indirectement, de plus en plus largement dans l'avenir ?

Je crois que personne ne peut nier qu'il existe un risque, même s'il est difficile de le mesurer et de le préciser. Et la pollution diffuse de notre environnement ne permet même plus aux individus les plus prudents (qui opteraient pour des produits biologiques, par exemple) de s'y soustraire totalement, car s'ils ne la boivent pas, ils la respirent !

Il ne suffit certes pas de claquer dans les doigts pour mettre au point des modes de production alternatifs. Mais pourquoi, par exemple, notre pays n'a-t-il pas encouragé davantage le développement de l'agriculture biologique, dont les pionniers ont du se battre contre vents et marées ?

QUID DE L'EFFET DE SERRE ?

Le second exemple est relatif aux changements climatiques que notre société de consommation est en train de provoquer. Si certains mettent encore en cause la réalité des changements

compatibles avec celles auxquelles l'homme est exposé, d'induire une baisse du poids et des gonades et de la production spermatique chez le rat ... Une interaction a été démontrée avec le récepteur de la dioxine, aussi appelé récepteur Ah pour « Aryl Hydrocarbon Receptor ». On peut donc supposer que les dérivés de la dioxine exercent leurs effets inhibiteurs de l'action normale des oestrogènes via cette voie particulière. De plus, certains composés, tels que les hydrocarbures aromatiques polycycliques influencent le métabolisme des oestrogènes.

extrait d'un article de Bernard JEGOU paru en juin 1996 dans la revue La Recherche

Spermatozoïdes et éléments chimiques :

Le plomb est responsable de malformations congénitales, de fausses-couches. L'exposition professionnelle (peintures autrefois, industrie du plomb, ...) ou hydrique (tuyaux en plomb des vieilles maisons de certaines régions : saturnisme) en sont les principaux vecteurs.

Le chlorure de vinyle, le monoxyde de carbone (CO, issu de la mauvaise combustion du gaz carbonique du fait d'un espace manquant d'oxygène, entraîne une baisse très importante de la mobilité du sperme) ... sont impliqués dans des troubles de la fertilité et de la sexualité.

Les hydrocarbures hydrogénés, utilisés en industrie du pétrole, des plastiques, des solvants et des antigels, mais aussi en agriculture, comme avec le pesticide DiBromoChloroPropane (DBCP) pour les cultures d'agrumes (nématocide), les fongicides... génèrent des situations d'azoospermies souvent irréversibles.

(NB : le DBCP, utilisé surtout aux USA, est proscrit depuis 1977. Mais la législation, non appliquée en 1984 dans une bananeraie du Costa Rica, a conduit au fait que 4000 ouvriers sont devenus stériles).

Les agents tensio-actifs des détergents, les pesticides, insecticides et herbicides (BiPhényles polychlorés : PCB; organochlorés : DDT, ...) sont mis en cause.

PESTICIDES TOUJOURS ET ENCORE...

Des pesticides dans nos poutions

Les pesticides sont présents dans l'eau et les aliments. Pour limiter les risques liés à l'ingestion de ces substances toxiques, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a édicté des normes sur les concentrations à ne pas dépasser dans l'eau et les aliments. L'Union Européenne a adopté une directive sévère sur l'eau potable. En revanche aucun texte ne fixe de limites à l'inhalation de produits phytosanitaires. Or bien qu'elles soient rares, les études scientifiques ne laissent aucun doute : nous respirons des pesticides.... Depuis 1990 la présence de pesticides a été détectée à la fois dans les eaux de pluie, les brouillards et les particules en suspension. En Bretagne, les chercheurs de l'INRA à Rennes ont analysé les concentrations dans l'eau de pluie de 1995 à 1997. Les concentrations en alachlore, un herbicide redoutable ont atteint jusqu'à 3 microgrammes/l, celles d'atrazine 1,3 microgrammes/l soit respectivement 30 et 13 fois plus que ce qui est toléré dans l'eau potable ! Trois mois après les traitements certaines substances étaient toujours présentes dans l'eau de pluie.

en cours et la responsabilité de l'Homme dans les évolutions climatiques constatées (représentants des lobbys pétroliers, automobiles ?), le GIEC (Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat), qui regroupe des scientifiques du monde entier, lui, n'a pas de doute à ce sujet. Et il vient même de réviser à la hausse ses prévisions. D'ici la fin du siècle prochain (2100), il prévoit une augmentation qui irait de 1, °C au minimum à 6 °C au maximum. Dans cette dernière hypothèse, les conséquences climatiques sont presque impossibles à imaginer mais risqueraient d'être énormes, ne serait-ce (entre autres événements dramatiques) que par ce qu'elle pourraient altérer, voire anéantir, la fertilité des «greniers naturels» de la planète. Dans ce contexte, qui ne permet pas de rejeter l'hypothèse d'un scénario absolument catastrophique résultant de nos choix de développement, l'application du principe de précaution conduirait à entreprendre sans plus tarder un vaste et ambitieux programme de lutte contre l'effet de serre. Pourtant, au delà de diverses déclarations, l'évolution des politiques publiques en la matière ne constitue pas une réponse à la hauteur de l'enjeu et, selon toute vraisemblance, les engagements (pourant limités) souscrits à Kyoto de réduction de l'émission de gaz à effet de serre ne seront même pas respectés. Y compris par des pays aussi riches que les Etats-Unis ou l'Union européenne.

On peut s'interroger sur le déterminisme de la variabilité des réponses apportées à différentes situations à risques. Si les explications sont multiples, l'élément déterminant essentiel réside, à mon avis, dans l'importance et la vigueur de l'expression de la demande sociale.

Et il est plus facile de réclamer le bannissement de la consommation de la viande de boeufs quand on dispose de produits de substitution (porcs, poulets) et quand on n'est pas éleveur bovin que d'accepter, de façon plus générale, de payer les produits alimentaires à leur juste valeur (4) (en optant pour des produits de qualité respectant mieux l'environnement et à terme notre santé) ou de limiter l'emploi de son véhicule personnel au profit de modes de déplacement collectifs, moins énergivores mais moins «confortables».

Une fois de plus, nous avons tous une parcelle d'influence. Apprenons à l'exercer collectivement afin qu'elle soit perceptible et entendue.

LE 11 NOVEMBRE 2000

THIERRY RIGAUX

(1) principe de précaution : reconnu officiellement par la loi Barnier de 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, ce principe stipule qu'il convient de ne pas attendre d'avoir des certitudes pour entreprendre les actions adaptées à la prévention de dommages graves et irréversibles susceptibles de survenir. Il signifie encore que, dans le doute, lorsque le risque est potentiellement fort, il convient soit de s'abstenir de le provoquer soit de prendre sans tarder les mesures correctrices adaptées pour le limiter autant que possible, lorsque l'imprudence a déjà été commise.

(2) on connaît en effet très mal les interactions potentielles innombrables de toutes les molécules de synthèse produites et disséminées dans la nature, ces interactions ne pouvant être toutes testées avant la mise sur le marché d'un nouveau produit

(3) métabolites : produits de dégradation des molécules répandues (dans certains cas, les molécules héritées de la dégradation des molécules mères peuvent être plus toxiques encore que ces dernières)

(4) la question de la juste valeur et du juste prix d'un produit est importante et pas toujours facile à apprécier. On peut cependant avancer sans risque de se tromper que les prix de vente de nombreux produits (produits agricoles, modes de transports, par exemple) ne rendent pas compte de la réalité du coût qu'ils engendrent pour la collectivité, eu égard aux impacts environnementaux et sociaux qu'ils génèrent. Ainsi, la pollution des eaux souterraines par les pesticides ou les nitrates n'est pas comptabilisée dans les prix de mise sur le marché des produits issus de pratiques agricoles polluantes. La non intégration de ces coûts externes dans les prix de vente (ou externalités négatives) pénalise les modes de production plus respectueux de la nature mais dont le coût immédiat (de main d'œuvre notamment) est plus élevé. Il en est exactement de même, par exemple, pour les différents modes de transport.

Pommiers toxiques

28 applications de pesticides sur les pommiers par an en France, contre 11 à 15 au Québec.

lu dans la revue QUE CHOISIR avril 2000

Pesticides, toujours plus

L'eau est malade des pesticides, l'air contaminé, mais les produits phytosanitaires, eux, se portent de mieux en mieux : 14 milliards de chiffre d'affaires en 1999, soit une augmentation de 3,4% ! Les insecticides progressent même de 16,4%. La France reste de loin le premier marché européen avec 104 000 tonnes de matières actives utilisées.

lu dans la revue QUE CHOISIR juillet-août 2000

L'agriculteur industriel ne pollue pas, il fertilise. Nuance, c'est l'air naturel qui pollue !

Le syndicat professionnel des producteurs de produits phytosanitaires (UIPP) annonce dans un mensuel de la presse professionnelle agricole qu'il cofinance une thèse destinée à étudier «la contribution de l'atmosphère à la contamination des écosystèmes par les pesticides». Bigre d'atmosphère : c'est elle qui est à l'origine de la contamination !

lu dans la revue QUE CHOISIR novembre 2000

EFFET DE SERRE

Pour quelques degrés de plus

L'effet de serre

L'énergie solaire atteint la terre principalement sous forme de lumière. Réfléchi par la Terre sous forme de rayonnement infrarouge, elle est retenue par l'atmosphère qui protège ainsi notre planète du froid de l'espace et assure au sol une température moyenne de 15°C, qui permet la vie. Curieusement ce sont des composants mineurs de l'atmosphère qui absorbent la chaleur. Les gaz dits à effet de serre sont le gaz carbonique CO₂ qui ne constitue que le 0,035% (350 parties par million/ppm) de l'air mais contribue pour 55% à l'effet de serre, le méthane (1,9 ppm/15% de l'effet), le protoxyde d'azote N₂O (0,4 ppm), les CFC (24% de l'effet) et la vapeur d'eau.

L'analogie avec une serre n'est que partielle. Dans une serre aussi les vitres sont transparentes à la lumière du soleil mais absorbent la chaleur réfléchi par le sol. Par contre, l'essentiel de la chaleur dans la serre est dû au fait que les vitres sont fermées et empêchent donc l'air chaud du dedans de se refroidir en se mélangeant à l'air froid du dehors. Rien de tel dans l'atmosphère : notre planète est un système ouvert sur l'espace. Chaque couche de l'air se réchauffe par en dessous et se refroidit par en dessus. Le système est en équilibre : toute la chaleur reçue du soleil est en fin de compte réfléchi par la Terre dans l'espace.

La question posée est : dans quelle mesure les émissions de gaz dues aux activités humaines (industrie, transports, chauffage, etc.) contribuent-elles à une augmentation de l'effet de serre ?

Le taux de CO₂ dans l'air augmente

L'année géophysique internationale 1957-1958 voit le lancement de nombreux programmes d'étude de la planète. La Scripps Institution of Oceanography, à San Diego, en Californie, est chargée de mesurer le taux de CO₂ dans l'atmosphère. Son directeur, Roger Revelle, se préoccupait depuis longtemps de l'effet de serre dû aux combustibles fossiles. Il charge un de ses étudiants,

EXTRAIT DU RAPPORT SUR LE PRINCIPE DE PRECAUTION

remis à Lionel Jospin en novembre 1999 par Philippe KOURILSKY, Professeur
au Collège de France et Geneviève VINEY, Professeur à l'université de Paris 1.

L'impact considérable du principe de précaution sur l'opinion a plusieurs origines. Issu du souci de gérer des problèmes d'environnement à l'échelle planétaire, associé au concept de développement durable, il traduit aussi la réaction provoquée par les carences de la prévention constatées lors de plusieurs crises sanitaires récentes, ainsi que l'aspiration du public à être mieux associé à la gestion du développement technologique. Le principe de précaution tend à s'imposer en Europe, dans les domaines de l'environnement, de l'alimentation et de la santé. Il est compatible avec la pratique du contrôle a priori qui prévaut dans l'espace européen où la responsabilité de la régulation n'est pas principalement confiée, contrairement aux États-Unis, aux lois du marché et aux juges.

La précaution vise à limiter les risques encore hypothétiques, ou potentiels, tandis que la prévention s'attache à contrôler les risques avérés. Précaution et prévention sont deux facettes de la prudence qui s'impose dans toutes les situations susceptibles de créer des dommages. La précaution se distingue de la prévention du fait qu'elle opère en univers incertain, ce qui exige des modalités d'action particulières : il faut évaluer la réalité des risques, dégager les solutions qui peuvent les réduire, comparer les scénarios, décider d'une action, engager les recherches qui peuvent dissiper l'incertitude, suivre la situation, adapter les mesures et réviser les décisions autant qu'il est nécessaire. Même si, dans certains cas, il peut conduire au moratoire, le principe de précaution est tout le contraire d'une règle d'inaction ou d'abstention systématique. L'incertitude requiert, à l'inverse, que soient mobilisées des connaissances et des compétences variées, et que les décisions et leur suivi soient inscrits dans des cadres rigoureux. L'exercice de la précaution doit se traduire par le respect d'un jeu de procédures. Au dicton « Dans le doute, abstiens-toi », le principe de précaution substitue l'impératif : « Dans le doute, mets tout en œuvre pour agir au mieux ».

On ne doit pas attendre du principe de précaution qu'il aboutisse à l'éradication totale des risques. La plupart des situations comportent une marge incompressible de risques et l'application, même optimale, du principe de précaution laissera, le plus souvent, subsister un risque résiduel qui sera jugé acceptable en raison de bénéfices attendus. Les analyses comparées risques/bénéfices et coûts/avantages des différents scénarios (y compris celui de faire ou de ne pas faire) sont donc essentielles. Elles doivent incorporer, au-delà des indispensables évaluations économiques, des considérations d'ordre social. Les solutions préconisées doivent être proportionnées aux risques et aux bénéfices, et les décisions fondées sur des expertises rigoureuses. Le pouvoir politique, garant de la sécurité et du bien-être des citoyens, est en général concerné au premier chef. Il arrive que la perception du risque par l'opinion soit décalée par rapport à sa véritable ampleur. Les politiques doivent alors s'attacher à gérer le risque et non sa perception, ce qui pourrait conduire à des mesures d'un coût social disproportionné.

L'application du principe de précaution requiert des dispositifs à la fois fiables et transparents. La démarche d'assurance qualité contribue à la lisibilité des structures et des procédures ainsi qu'à la définition des responsabilités opérationnelles des acteurs et se prête à l'introduction d'une traçabilité systématique. La transparence réclamée par l'opinion publique implique aussi la mise à disposition d'informations pertinentes. Ainsi, la revendication d'étiquetage des produits n'est pas seulement légitime. Elle permet un partage équilibré des responsabilités entre des citoyens informés et l'Etat qui, sinon, se trouve toujours centralisé et chargé de toutes les responsabilités et donc de tous les maux.

ASPECTS JURIDIQUES DU PRINCIPE DE PRECAUTION

Le principe de précaution n'est pas défini juridiquement en Droit de l'Alimentation. Il a été défini en droit de l'Environnement.

David Keeling, de monter une station de mesure en un lieu éloigné des sources de pollution industrielle où l'on peut considérer que l'air est bien brassé : au sommet du Mauna Loa (3600 m) à Hawaï. En 1957, le taux mesuré est de 315 ppm. Il est aujourd'hui de 360 ppm. Les mesures de Keeling révèlent année après année que le taux de CO₂ dans l'air ne cesse de croître.

Années 70 : la prise de conscience des scientifiques

Les observations de Keeling et le calcul de Manabe et Wetherald déclenchent dans le monde entier un effort accru d'étude du climat et de l'effet de serre.

En septembre 1970, dans le numéro spécial de *Scientific American* consacré à la biosphère, Bert Bolin - alors professeur de météorologie à l'Université de Stockholm (et aujourd'hui président du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat - Intergovernmental Panel on Climate Change-IPCC) - écrit dans un article consacré au cycle du carbone : « Depuis environ 1850, l'homme a mené par inadvertance une expérience géochimique globale en brûlant de grandes quantités de combustibles fossiles, réintroduisant ainsi dans l'atmosphère du carbone qui avait été fixé par la photosynthèse il y a des millions d'années... L'accélération de la consommation de combustibles fossiles implique que la quantité de dioxyde de carbone dans l'atmosphère va continuer de croître de sa valeur actuelle de 320 ppm pour atteindre 375 à 400 ppm en l'an 2000, malgré les grandes absorptions de dioxyde de carbone par la végétation terrestre et par l'océan auxquelles on peut s'attendre. Reste une question fondamentale : que va-t-il se passer dans les 100 ans ou les 1000 ans qui viennent ? (...) »

En 1979, l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) réunit la première Conférence internationale sur le climat.

Evaluation et prise en compte des risques

Une hausse de la température de 0,8 à 3,5 °C d'ici 2100 paraît modeste. En réalité c'est le changement de température moyenne le plus important que l'humanité civilisée aura jamais connu. Une hausse de 2°C nous ramènerait à une température moyenne que la Terre n'a plus connue depuis 120'000 ans. La fin du dernier âge glaciaire, il y a 14'000 ans, s'est traduite par un réchauffement moyen de toute la Terre d'une amplitude comparable, entre 3 et 5°C. Mais il s'était alors étalé sur plusieurs milliers d'années. Le réchauffement prédit pour le XXI^e siècle sera immensément plus rapide, 10 à 50 fois plus, puisqu'il s'étalera sur environ 100 ans. Ses conséquences ne vont donc pas seulement découler de son amplitude mais également de sa rapidité. Ce qui est déterminant pour les conséquences, ce sont les températures locales. Pour une hausse entre 0,8 et 3,5°C de la température moyenne, la température des régions tropicales va s'élever de 2 à 3, en moyenne annuelle, tandis que la température des régions tempérées et celle des régions boréales va s'élever de plusieurs degrés, aux pôles de 9 en moyenne annuelle. Ce sont surtout les hivers qui y seront plus chauds.

Certaines régions vont profiter d'un climat plus doux. On pense qu'au Canada et en Russie la culture du blé pourrait s'étendre vers le Nord. Mais la plupart des habitants de notre planète vont souffrir du bouleversement de leur climat local, quelque soit le sens dans lequel il change. Ici il deviendra plus sec, là plus humide, à d'autres endroits il peut même devenir plus froid, car les zones climatiques vont se modifier (voir graphique p. 16). Or les conditions d'existence des communautés et civilisations humaines ont toujours dépendu d'une stabilité du climat local à l'échelle au moins de quelques générations successives, soit quelques siècles. Certaines cultures ne seront plus possibles ici mais deviendront possibles là. Les conditions d'existence des

droit français, il s'agit de l'article L.200-1 du Code Rural (Loi Barnier du 2 Février 1995) qui se réfère au principe de précaution en ces termes :

«le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable»

En Droit Communautaire, l'article 174 du Traité CEE précise : *«La politique de la Communauté dans le domaine de l'environnement vise un niveau de protection élevé (...). Elle est fondée sur les principes de précaution et d'action préventive, sur le principe de la correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement et sur le principe du pollueur-payeur...».*

LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION RECONNU PAR LE CONSEIL D'ETAT

Ecoropa se félicite de la décision du Conseil d'Etat en date du 25 septembre dernier de surseoir à l'exécution de l'arrêté ministériel autorisant la commercialisation de trois variétés de maïs de la société Novartis.

Le dossier d'évaluation des risques toxiques chroniques réalisé par la commission d'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire a été jugé incomplet par la Haute Instance qui a ainsi reconnu les moyens soulevés par notre association.

Il s'agit maintenant pour le gouvernement de prendre ses responsabilités sur les dossiers en cours et notamment :

- D'exécuter l'arrêt du 25 septembre 1998, c'est-à-dire de stocker séparément les semences du maïs transgénique de la société Novartis interdites à la commercialisation. Ecoropa préconise que ces semences soient rachetées par le gouvernement afin d'être utilisées pour une nouvelle évaluation indépendante qui doit avoir lieu le plus rapidement possible.

- De retirer les arrêtés du 3 août dernier autorisant les douze nouvelles variétés de maïs transgénique pour lesquelles le principe de précaution n'a pas été d'avantage appliqué.

Enfin, Ecoropa demande à la Commission quelle position elle entend prendre vis-à-vis de la décision du 22 avril 1998 concernant la mise sur le marché européen du maïs Bt transgénique, et comment elle entend notifier aux Etats-Membres la suspension de l'inscription au catalogue des nouvelles variétés du maïs Bt en France.

Ecoropa rappelle la nécessité de la mise en place d'un moratoire européen sur les OGM, afin de permettre une évaluation adéquate des OGM, de leur impact sur la santé publique et la biodiversité.



gens vont être bouleversées, cela va entraîner des migrations et la société humaine sera profondément perturbée. Les plus pauvres souffriront le plus, en particulier les pays sous-développés fortement agricoles qui dépendent plus du climat. De plus, ils n'auront pas les moyens d'investir dans des travaux de protection ou d'adaptation.

Le réchauffement va accroître l'évaporation. Les précipitations augmenteront mais les sols deviendront plus secs et les précipitations ne compenseront pas cela. Les sécheresses s'aggraveront donc. Se multiplieront les phénomènes extrêmes et leur intensité s'accroîtra. Selon le rapport 1995 du GIEC/IPCC, *«on s'attend à l'accroissement de l'incidence des inondations, sécheresses, feux et vagues de chaleur dans certaines régions».*

SOURCES DOCUMENTAIRES :

La Recherche juin 1996 B. JEGOU, LES HOMMES DEVIENNENT-ILS MOINS FERTILES

Conférence sur «l'influence de l'environnement sur la fertilité des êtres humains» Pr SPIRA, INSERM, novembre 1998.

Rapport sur le principe de précaution, remis au premier ministre, octobre 1999, P. KOURILSKY et G. VINEY

Le principe de précaution : aspects juridiques par N. COUTRELIS, avocat au barreau de Paris, COUTRELIS&ASSOCIES, Paris-Bruelles

ECOROPA, service de presse.

Effet de serre, pour quelques degrés de plus, R. LOCHLEAD, les éditions «page deux» avril 1997, Lausanne-Suisse

L'ABEILLE CHARPENTIERÈRE

On la voit dès mars jusqu'en septembre. C'est une grosse abeille noire, aucunement agressive, qui se laisse observer très volontiers. Elle fait son nid dans le bois mort qu'elle humecte de salive d'où son nom.

Xylocopa violacea, Xylocope violette. C'est la plus grande et la plus trapue des Abeilles solitaires d'Europe. C'est une espèce thermophile* qui vit dans les paysages de steppe et les vallées. L'imago* apparaît à la fin d'août et en septembre. Les deux sexes hivernent dans les arbres creux, les murs, etc., souvent à plusieurs. Ce n'est qu'au printemps qu'est fécondée la femelle qui vole de mai à août. Elle fonde au cours de son existence 1 à 3 nids qu'elle installe dans un arbre creux, une souche, etc. Elle commence par creuser un couloir d'entrée horizontal et court, puis un couloir vertical de 15 à 30 cm de longueur qui se termine généralement par un trou de sortie orienté lui aussi verticalement et qu'elle obture avec de la poussière de bois. Elle divise le nid en 10 à 15 chambres d'environ 2 cm de long et d'un diamètre de 1,5 cm. Chaque chambre est garnie de 2g de pollen ; une seule larve s'y développe et c'est là qu'écloît l'imago. Si les parois sont minces, il pratique lui-même une ouverture pour rejoindre l'air libre. Sinon, il lui faut attendre que les abeilles des chambres contiguës éclosent. Les insectes parfaits sortent alors à la queue-leu-leu par le trou d'entrée. L'année suivante, les jeunes femelles fondent généralement leur nid à l'endroit où elles ont vu le jour. Cette Abeille peuple essentiellement le sud de l'Europe ; c'est dans le centre du continent que se situe la limite septentrionale de son aire de répartition. Il est donc étonnant de la rencontrer chez nous depuis 1995 :

Observations :

J.C. Robert : 1 individu à Ville-le-Marlet en 1995

M. Duquef : 5 individus à la Faculté de Sciences d'Amiens en septembre 1994.

4 individus au même endroit en mars 1995.

F. Baudry : 2 individus tout le mois d'avril 1995 à Velennes sur Hélénies et Echinops.

Depuis elle observe 1 ou 2 individus chaque été

dans son jardin, du 21 mars au plus tôt à fin septembre.

Des choses m'ont étonné chez cette abeille :

- elle n'est pas « sociable » comme les autres abeilles communément connues ou les frelons ou les guêpes. Elle (ou il) a un conjoint et un nid pour elle seule. Pas d'employés ni de larbins !

- elle ne pénètre pas dans le corset de la fleur pour butiner, elle pique directement dans le fond de la fleur pour aspirer. Il est vrai que peu de fleurs seraient assez grandes pour lui permettre d'entrer ! On peut aussi la voir sur les pois de senteur, les balsamines, les ancolies, les iris, les géraniums vivaces, les groseilliers.

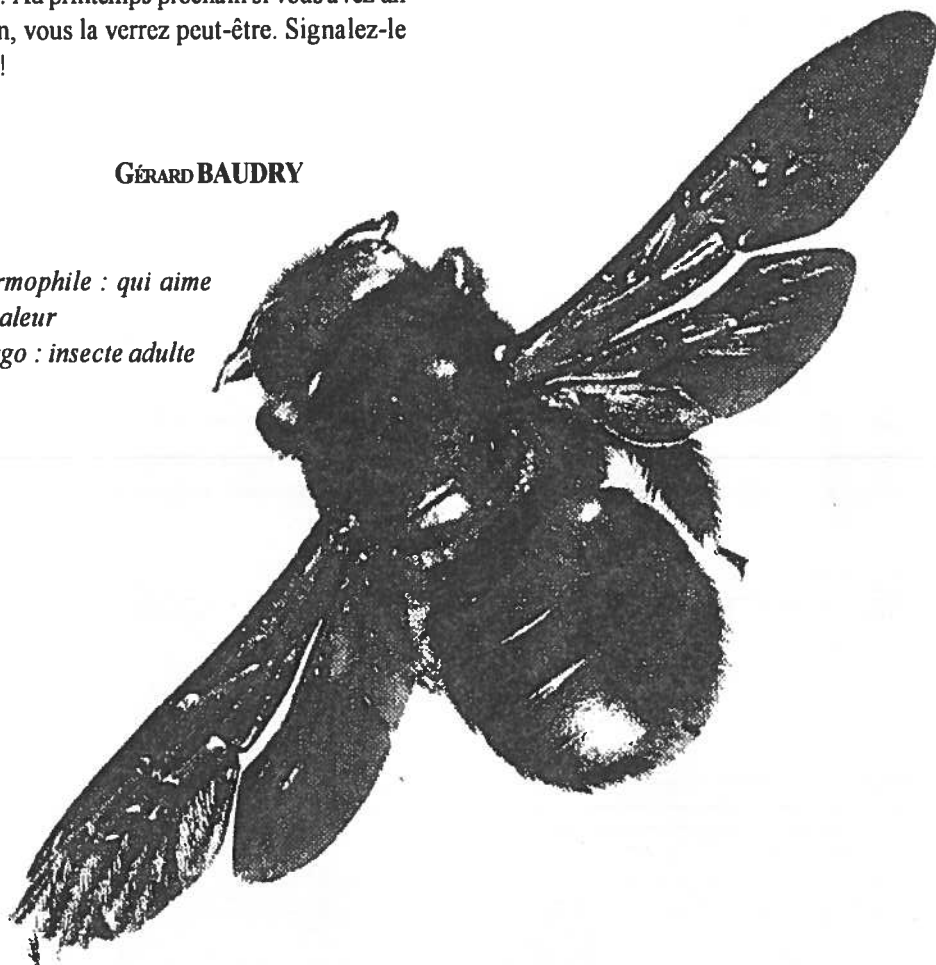
- on la dit violette mais en fait elle est toute noire et ses ailes ont même l'air d'être petites pour un aussi gros porteur.

Voilà. Au printemps prochain si vous avez un jardin, vous la verrez peut-être. Signalez-le nous !

GÉRARD BAUDRY

**thermophile : qui aime la chaleur*

**imago : insecte adulte*

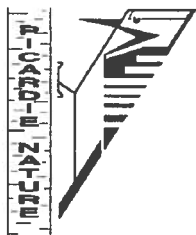


Pour en savoir plus :



- Insectes de France et d'Europe occidentale- Mickael Chinery - Arthaud.

- Guide des Abeilles, Guêpes et Fourmis - les hyménoptères d'Europe - Jiré Zahradnick - Hatier.



Adhésion à l'association Picardie Nature, abonnement à la revue trimestrielle et à la revue ornithologique "L'Avocette" Année 2001

Cochez les cases correspondant à vos choix

Renouvellement ☐ nouvelle adhésion / abonnement ☐

NOM.....Prénom.....

Noms et prénoms des différents adhérents.....
(pour adhésion couple et famille).....

Adresse.....

.....Téléphone (facultatif).....

Code postal.....Ville.....

s'agit-il d'une nouvelle adresse oui ☐ non ☐

Adresse électronique :@.....

Adhésion à l'association PICARDIE NATURE	montant à verser
Moins de 16 ans.....25F.....	
Individuelle.....60F.....	
de soutien.....plus de 60F.....	
Couple.....90F.....	
Famille.....90F+10F par enfant.....	
Don.....	
Don de soutien pour le centre de soins.....	
Don de soutien pour la protection des busards en Picardie.....	
Abonnement à la revue " Picardie Nature"	
4 n° par an50F.....	
Abonnement à la revue " L'avocette"	
1 volume soit 2 à 4 fascicules : 100F si adhésion à Picardie Nature..	
.....120F sans adhésion à Picardie Nature	
Règlement total :	

Chèque bancaire ☐ CCP ☐ Espèces ☐ Autre :

Règlement à l'ordre de Picardie Nature

Souhaitez-vous un reçu fiscal? ☐ oui ☐ non

Je souhaite que l'association envoie une documentation à:

.....
.....

Merci de retourner ce bulletin accompagné de votre règlement à :
Picardie Nature- BP 835 - 80008 AMIENS Cédex 1



Une date à retenir :

**la prochaine
assemblée générale
se déroulera
près d'Amiens**

le samedi 7 avril 2001





INFORMATIONS

ERIKA – APRÈS

Les propositions de France Nature Environnement (FNE)*

1- Sur les 3 333 pétroliers au monde (1-1-99) 1 346 ont eu 20 ans et plus.

FNE propose la mise en place de contrôles très stricts effectués par des Européens, l'application immédiate des compartiments séparés, l'application rapide de toute nouvelle règle de sécurité.

2- Pavillons de complaisance, relations complexes entre propriétaires, transporteurs et affrêteurs
FNE propose de limiter l'entrée des navires dont l'armateur ou le propriétaire n'est pas clairement identifié : fiche de vie de chaque navire. En cas de péril, réquisition d'un port, procédure de dessaisissement de la propriété du navire.

3- Les équipages : graves atteintes aux droits sociaux

- interdire l'escale des navires dont l'équipage n'est

pas couvert par un contrat de travail garantissant l'application des règles du Bureau International du Travail.

- accroître le contrôle des conditions de travail dans les ports

- sanctionner toute violation grave par une interdiction de départ



- exiger des armateurs d'informer à l'avance les services maritimes sur les compétences détenues par les membres d'équipages et sur l'exécution normale des conditions de travail.

4- Le contrôle des navires

- établir une liste des sociétés de contrôle

- retirer un agrément en cas d'incertitude d'une société ou de mauvaise exécution de ses obligations

5- Dégazages (souvent en pleine mer)

- accepter à faible coût les résidus dans les ports

Source : La lettre du Hérisson – mars avril 2000

FNE 5 place de la République 45000 Orléans

* FNE est la Fédération Française des associations de protection de la nature, Picardie Nature y est affilié depuis plus de 20 ans.

AGRICULTURE DITE « RAISONNÉE »

Elle ne renie pas les pratiques productivistes c'est à vrai dire l'agriculteur qui devient « raisonnable », évite les excès. C'est du productivisme très pointu, on met moins d'intrants* à certains endroits, mais plus à d'autres. Il s'agit toujours de produire le plus possible. Ce qui a provoqué les catastrophes que l'on connaît :

- la qualité de l'eau qui se dégrade
- la pollution de l'air par les pesticides
- l'élevage industriel producteur de lisier et consommateur de soja américain OGM

- la monoculture des plaines bourrées d'engrais, de pesticides, de métaux

- la disparition de 3,5 millions d'ha de prairies

- les remembrements, l'arrachage des haies, la suppression des fossés

- l'irrigation de plus en plus importante

- les abeilles empoisonnées par les neurotoxiques

L'agriculture raisonnée n'est qu'un habillage

Qui est derrière ?

Le réseau FARRE (Forum pour une Agriculture Raisonnée Respectueuse de l'Environnement) cache :

- l'UIPP (Union des Industries de la Protection des Plantes),

- l'ANIA (Association nationale professionnelle pour les engrais et les amendements),

- Novartis,

- Rhône Poulenc,

- Sanders,

- Bayer France,

- Compagnie générale des Insecticides,

- Dupont de Nemours,

- Monsanto France.

Pourquoi « raisonner » un système qui a fait ses « preuves » ?

En face de cela, pour une agriculture durable, il n'y a qu'un seul chemin : l'agriculture biologique.

*Intrants : tous les produits qu'on ajoute au sol

GÉRARD BAUDRY



INFORMATIONS



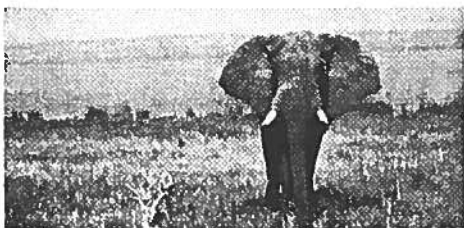
ABÉCÉDAIRE

A Aéroport

Nous espérons seulement que la population locale, la première concernée, sera consultée et que ses desiderata seront pris en compte. Les autres parleront quand ils auront acheté une maison dans le secteur concerné et que les pistes passeront au fond de leur jardin. Quant au pauvre Maxime Gremetz il accumule les mauvais combats. Après la chasse démocratique populaire (les renards et les lapins adorent la démocratie, populaire ou pas) le voilà, tout seul encore, qui va défendre le moyen de transport favori des classes laborieuses !

**E** Eléphants

40 000 personnes ont assisté à des courses d'Eléphants d'Afrique et d'Asie dans un hippodrome de Berlin, la première du genre organisée en Europe. Les 14 éléphants se sont opposés sur six séries de sprints de 200 mètres. Les organisations de défense des animaux avaient appelé au boycott de la manifestation.
Source : ASPAS Mag n°64 - ASPAS BP 34 - 26270 Lorient

**F** Fromages

Les deux dernières fromageries industrielles du Béarn et des Hautes-Pyrénées viennent de fermer leurs portes sans licencier quiconque, abandonnées par leurs ouvriers, leurs ouvrières, et leurs fournisseurs de lait. Les fromagers artisanaux des estives, les bergers et les petites coopératives qui se sont multipliées au cours des dernières années avec l'aide du parc national ont fini par avoir la peau des marchands de rêve au « goût suivi », de ces industriels de fromages dont les noms de baptême cachaient de plus en plus mal la médiocrité et leur parenté avec de la matière plastique artistement colorée. En s'obstinant et en agrandissant sans cesse leurs clientèles, les bergers des Pyrénées ont poussé à la faillite les derniers dinosaures français de la mondialisation alimentaire qui pensaient que les fromages « zéro défaut » c'est-à-dire « zéro qualité » leur ouvriraient les portes des pays où l'on a fini par manger avec des gants de peur de s'empoisonner. Quasiment sans enlever le plastique. Exit les « Papy Fromageou », les « Fermiers du Béarn », les « tomes du père victor », les « tomes du père Lamontagne », les « chaumes de montagne » et autres « crottins montagnous » du père Doudou, sortant des chaînes à gâcher le lait en se parant des vertus du folklore de l'artisanat et du bon air de la montagne. A grands renforts de campagne de publicité dont les héros benêts ont fini par faire rire au lieu de faire acheter.

Parc National des Pyrénées : 59 route de Pau - 65000 Tarbes

Tél : 05.62.44.36.60 E. mail :

pn.pyrenees@wanadoo.fr

Source : Combat Nature

N Nourrissage hivernal des oiseaux

Rappel : ne pas donner :

- d'aliments salés ou assaisonnés
- de l'antigel ou de l'alcool
- du riz et de la noix de coco
- du pain (peu nutritif)

Et arrêtez en mars !

**P** Poids lourds

Ils « roulent pour nous » !

+8,7% en 1999. C'est l'augmentation du trafic poids lourds en France. Le trafic ferroviaire, lui, est en régression (-1,2%). La France vient de s'engager à réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Le transport routier en est l'un des principaux responsables. Les transports ferroviaire, maritime et fluvial sont moins polluants. Pourtant les contrats de plan Etat-Régions continuent à faire la part belle au tout-routier :

-1,4 milliard pour le développement du routier

-1,1 milliard pour le ferroviaire, en Languedoc-Roussillon par exemple.

Source : « Que choisir »

**T** Vous avez dit tradition ?

L'interdiction de la chasse de nuit existait bien avant la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse ; elle a été reprise dans cette loi puis dans le code rural. C'est une réelle tradition dont le bien-fondé est incontestable.

(ROC - BP 261 - 02106 St Quentin Cedex)

PUBLICITE

« Combat Nature », revue trimestrielle fondée en 1970, est une réalisation bénévole, organe national des protecteurs de la nature, des défenseurs de l'environnement, du patrimoine et des écologistes.

Vous qui aimez la nature et ses habitants vous devez vous abonner à Combat Nature.

Voilà une revue qui a un langage clair et net, qui a du punch !

200 F abonnement simple
180 F abonnement réduit (chômeurs...)
300 F de soutien

COMBAT NATURE BP 3046 - 24003 Périgueux
Codex

Tél : 05.53.08.29.01 - Fax : 05.53.09.52.52



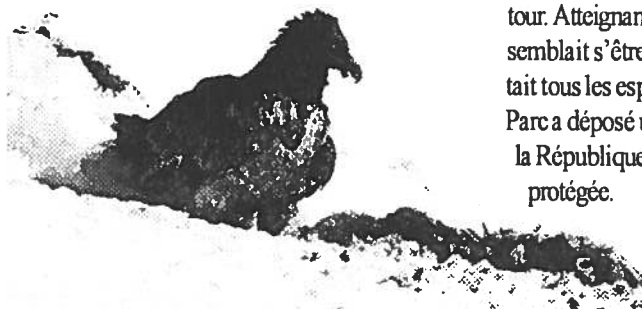


INFORMATIONS

GYPAÈTE BARBU ABATTU

Le cadavre d'un Gypaète barbu a été découvert, le 11 mars dernier, par un pêcheur sur la commune de la Bollène Vésubie (Alpes-Maritimes). L'animal, en partie immergé, a été recueilli par un garde moniteur du Parc national du Mercantour et facilement identifié par la bague qu'il portait à l'une de ses pattes. Un premier examen radiographique a permis de repérer la présence de deux plombs, assez gros, l'un au niveau des cervicales et l'autre à l'abdomen, prouvant que « Mounier » a été abattu au fusil de chasse. Mounier est né en captivité le 22 mars 1993 à Dresde (Allemagne). Ce Gypaète

barbu a fait l'objet d'un lâcher dans le Parc national du Mercantour le 28 juin 1993 sur la commune



de Roubion. Après quelques excursions dans les Ecrins, ce splendide oiseau fut observé à plusieurs reprises dans le massif de l'Argentera-Mercantour. Atteignant aujourd'hui l'âge adulte, Mounier semblait s'être sédentarisé dans ce massif et portait tous les espoirs d'une future reproduction. Le Parc a déposé une plainte auprès du Procureur de la République de Nice pour destruction d'espèce protégée.

Source : « L'homme et l'Oiseau » n°3

GUIDE DE DETERMINATION DES REPTILES ET BATRACIENS



Pour ceux qui désespèrent de déterminer un jour du premier coup d'oeil le lézard vivipare du lézard des murailles, ou encore la grenouille rousse de l'agile, voici une publication qui ne devrait pas vous laisser indifférents.

Cheyran M., Geniez Ph., et Fonderflick J., 1999 - **Reptiles et Batraciens de France** : clef de détermination et CD photo - Centre d'Expérimentation Pédagogique, Florac : 26p. + coffret CD.

Ce document, vendu 200 FF (frais de port non compris), est disponible aux adresses suivantes :

Centre d'Expérimentation Pédagogique,
9 rue Célestin Freinet - 48400 FLORAC
Tél : 04 66 65 65 ou

Laboratoire de Biogéographie et Ecologie des Vertébrés Ecole Pratique des Hautes Etudes
Place Eugène Bataillon
Université de Montpellier II,
case 94
34095 MONTPELLIER Cédex 05.
Tél 04 67 14 90

Voici quelques extraits de la présentation :
«conçu à l'origine pour les enseignants du Ministère de l'Agriculture, ce document s'adresse aussi à toutes les personnes désireuses de se perfectionner dans la reconnaissance des reptiles et batraciens de France.»
«clef de détermination, particulièrement étudiée dans sa forme et dans son contenu, et un CD-photos

illustrant l'ensemble des espèces présentes en France (exceptées les tortues marines). Près de 400 photos sont ainsi réunies, présentant pour chaque espèce plusieurs prises de vue illustrant les critères de reconnaissance les plus caractéristiques. Cette clef de détermination tient compte des dernières connaissances acquises dans l'identification des reptiles et batraciens.»

«la Clef de détermination et le CD photo ont été conçus spécialement pour être utilisés ensemble, bien qu'une utilisation séparée soit possible. Le CD-photo comporte deux parties, l'une appelée «système», et l'autre «jeux de détermination». La première partie présente l'ensemble des espèces françaises. La seconde partie permet de tester ses connaissances en s'aidant de la clef de détermination».

Olivier BARDET

PETITES ANNONCES

Donne 2 jeunes **Châtaigniers** à personne intéressée
Contact :
Mr DANY
20 passage Strock Amiens
Tél : 03.22.92.23.84

Vend If (40-50 cm) et **Buddleia** (arbre à papillons)
Tél : 03.22.42.04.07



L'article 1 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976

« La protection des espaces naturels et des paysages, la préservation des espèces animales et végétales sont d'intérêt général. Il est du devoir de chacun de veiller à la sauvegarde du patrimoine naturel dans lequel il vit. Les activités publiques ou privées d'aménagement, d'équipement et de production doivent se conformer aux mêmes exigences ».

GÉRARD BAUDRY

REPONSES DES JEUX

du numéro précédent

N
NA
ANE
MAGNE
MANGEE
MESANGE
AMENAGES
MESANGEAI

E
RE
REE
ERRE
PERRE
REPERE
PIERREE
EPELVIER

T
TE
TEE
OTEE
TOUEE
OUATEE
TATOUUE
ALOUETTE

N
EN
NIE
RIEN
TENIR
TRAINE
TARTINE
MARTINET

L
LE
OLE
VELO
LOUER
VOLERA
TRAVELO
GRAVELOT

	A	B	C	D	E	F	G	H
1	A	V	O	C	E	T	T	E
2	N	I	C	H	O	I	R	S
3	A	R		E	L	G	A	
4	T	E	R	R	I	E	N	S
5	I	O	D	E	E		S	A
6	N		A		N	O	E	L
7	E	N		D	N	I		E
8	S	A	R	C	E	L	L	E